

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. déploiera tous ses efforts en faveur de la paix sur les bases d'un accord mutuel

déclare le document sur les contacts israélo-palestiniens

L'A.P.P. a reçu mardi 4 janvier, de l'antenne parliementaire du Conseil israélien pour une paix israélo-palestinienne, le document relatif à la rencontre entre un membre dirigeant de l'O.L.P. et M. Peled, qui a eu lieu à Paris le 31 décembre 1976 et le 1^{er} janvier 1977 (le Monde du 4 janvier).

« L'O.L.P. considère que les principes de paix énoncés dans le Manifeste du Conseil israélien pour une paix israélo-palestinienne constituent une base convenable pour la solution du conflit israélo-palestiniens, et qu'elle y participerait lorsqu'elle sera possible. Jusqu'à ce que cela soit possible, l'O.L.P. déploiera tous ses efforts en faveur de la paix sur les bases d'un accord mutuel. En tant que premier pas vers la réalisation de cet objectif, l'O.L.P. maintient des relations étroites avec le Conseil israélien pour une paix israélo-palestinienne et avec les autres forces de paix à l'intérieur d'Israël, dont les activités sont hautement appréciées. »

« M. Peled, président du comité exécutif du Conseil israélien pour une paix israélo-palestinienne, a exposé en détail l'évolution de l'opinion publique israélienne au sujet du peuple palestinien et de l'O.L.P. M. Peled a souligné la signifi-

Israël

LE SUICIDE DU MINISTRE DU LOGEMENT A FAIT NAÎTRE DANS L'OPINION UN SENTIMENT DE CULPABILITÉ.

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Des obsèques nationales ont été faites, ce mercredi 5 janvier, à M. Abraham Ofer, ministre du logement, qui s'est suicidé la nuit dernière. Le monde du 5 janvier. Les dispositions prises pour la cérémonie, qui se déroulera à Tel-Aviv où résidait le défunt, indiquent que l'on s'attend à une assistance considérable. Pour leur part, les autorités n'ont rien négligé pour que ces obsèques soient une sorte d'hommage posthume à un homme envers lequel beaucoup semblent déjà éprouver un sentiment de culpabilité.

La presse, à laquelle est attribuée une grande part de responsabilité dans la fin tragique d'un homme qu'elle avait accusé d'avoir condamné avant que la justice se soit prononcée, est pleine de récits bouleversants sur les derniers instants de M. Ofer. Celui qu'elle avait décrit sous les traits d'un prévaricateur cynique apparaît, après sa mort tragique, dans les colonnes de cette même presse, comme une bête trépassée par la mort, trahi par ses amis les plus proches, livré au « lynchage moral du pays par le silence de ceux qui ont refusé au moins de lui dire ce qui lui était reproché ». Ainsi la presse reproche au gouvernement et la police les accusations dont elle est l'objet.

Le cercueil du ministre devait être exposé sur l'esplanade de la municipalité de Tel-Aviv, afin de permettre au public de lui rendre un ultime hommage, et l'atmosphère militaire devait assurer le service religieux. C'est sur l'intercession du grand rabbin Goren qu'a pu être surmonté l'obstacle de principe que posait, d'un point de vue religieux, le fait que le ministre se soit donné la mort. — A. Sc.

Egypte

LE SÉJOUR DE M. BOURGES AU CAIRE

Hercules contre Transall ?

L'armée de l'air égyptienne pourrait remplacer sa flotte de vingt-cinq avions de transport soviétiques Antonov-12, anciens, par vingt avions de transport américains Hercules, selon des informations données de source américaine le jour même où le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, atterrirait au Caire pour une visite officielle de cinq jours. L'armée de l'air égyptienne a reçu, à la fin de l'année dernière, les deux premiers exemplaires d'une série de six avions de transport Hercules déjà commandés à Lockheed. Elle pourrait en acheter quatorze autres en supplément.

Ce sont quatre avions de ce même modèle des quadri-turbopropulseurs — qui ont permis à l'armée israélienne de réaliser son expédition-surprise en Ouganda et de récupérer, en juillet 1976, les passagers de l'Airbus d'Air France retenus en otages à Entebbe.

Sans conteste le coup de main israélien a servi de bonne publicité à l'avion de Lockheed. Mais le contrat avec l'Egypte a ceci de particulier qu'il pourrait briser les espoirs de la France de vendre au Caire, comme aux Indes, un avion de transport militaire concurrent, le bi-turbopropulseur Transall, conçu par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS).

Au total, cent soixante-dix exemplaires du Transall ont déjà

été vendus à la France, à la République fédérale d'Allemagne, à la Turquie et à la République sud-africaine. La chaîne de fabrication est arrêtée depuis quatre ans environ. Or l'armée de l'air française estime avoir besoin de vingt-cinq Transall supplémentaires dans les années prochaines. Les industriels sont prêts à relancer la chaîne de fabrication, mais ils évaluent à soixante-quinze exemplaires le nombre de Transall qu'il faudrait construire, au total, pour être assurés que l'opération de relance ne sera pas trop délicate.

D'où une recherche active de nouveaux marchés complémentaires de celui de l'armée de l'air française, et les espoirs placés dans une clientèle étrangère, comme la Libye, l'Egypte ou la Turquie.

Le séjour actuel de M. Bourges au Caire devrait être l'occasion d'apprécier si, comme tout le monde le pense, les Etats-Unis deviendront le principal fournisseur de l'Egypte en avions de transport susceptibles de remplacer des appareils soviétiques, ou si la France peut prétendre emporter une part du marché. Dans la première des hypothèses, un échec du Transall pourrait inciter l'armée de l'air française à racheter de son côté des appareils de ce type, comme la Libye, l'Egypte ou la Turquie.

J. L.

Liban

UN NOUVEL INCIDENT FAIT CINQ MORTS DANS UN QUARTIER CHRÉTIEN DE BEYROUTH

Un nouvel incident a eu lieu, mardi 4 janvier, dans un quartier chrétien de la capitale libanaise. Selon la version fournie par la

radio phalangiste, quatre personnes circulant en voiture dans le quartier de Dora, dans la banlieue est, auraient ouvert le feu sur les passants, tuant trois d'entre eux et en blessant plusieurs autres. Les miliciens phalangistes auraient pris la voiture en chasse et abattu deux des occupants. Les deux autres auraient été faits prisonniers.

Cet incident, survenant le lendemain de l'explosion de la voiture piégée, lundi, dans le quartier chrétien d'Achrafieh, a accru encore la tension dans la partie orientale de Beyrouth. L'attentat de lundi aurait fait finalement, selon le parti national libéral de M. Camille Chamoun, cinquante-sept morts et cent quatre-vingt-cinq blessés. Les rues des quartiers chrétiens sont toujours désertes, et l'on ne circule plus du tout d'un secteur de Beyrouth à l'autre.

M. Pierre Consigny, directeur des bâtiments, des travaux publics et de la conjoncture au ministère de l'équipement, se rendra à Beyrouth le 6 janvier, à la tête d'une mission d'experts, en vue de contribuer à la reconstruction de la ville. M. Consigny s'est déjà rendu au Liban le 15 décembre, s'est entretenu avec le chef du gouvernement et avec le ministre des travaux publics.

La mission sera composée d'un juriste, M. Fongère, conseiller d'Etat ; d'un spécialiste des transports urbains, M. Crosnier, directeur général de la SOFRETA (filiale de la R.A.T.P.) et pour les questions portuaires, de M. Boissereing, directeur général du port de Marseille.

Pendant leur séjour, des techniciens de l'Institut géographique national prendront un relevé photographique de Beyrouth.

Le 10 janvier, une seconde mission se rendra au Liban, composée de spécialistes : MM. Ligen, directeur général de l'Atelier parisien d'urbanisme (A.P.U.) ; Delafont, urbaniste-architecte de la ville de Lyon ; Labouret, urbaniste-architecte de Marseille, et Henri Bernard, urbaniste-architecte de Paris et Grenoble.

AFRIQUE

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

De violents accrochages ont opposé l'armée mauritanienne au Polisario

Un communiqué du ministère de la défense de la République arabe sahraoui démocratique (R.A.S.D.), publié par El Moudjahid à Alger, le mardi 4 janvier, a annoncé la destruction, le 29 décembre, au nord de Bir-Moghrein, d'un des deux avions Defender dont disposait la Mauritanie. Le quotidien a publié la photo du pilote d'un Fouga-Magister marocain abattu, selon le Front Polisario, le 17 décembre à 30 km d'El Aïoun, à la suite d'un important accrochage dans la région de Hagounia. Le pilote, l'adjudant Mohamed Béchir, aurait été tué par la aviation marocaine. L'accrochage avait perdu récemment six appareils : deux chasseurs-bombardiers F-5, trois chasseurs F-7 et un Fouga-Magister.

A Nouakchott, la perte d'un avion Defender qui effectuait une mission de reconnaissance a été confirmée de source officielle. Les deux pilotes et le mécanicien ont été tués. On reconnaît que de violents combats se sont déroulés à la fin de la dernière semaine de décembre dans le nord-est du pays ainsi que dans la région d'Amgala, en zone marocaine. Ils se seraient soldés par la mort d'une centaine de maquisards du Front Polisario, tandis que l'armée mauritanienne aurait eu trois tués et quinze blessés. Le Front

Polisario affirme avoir tué quatre-vingt-deux soldats mauritaniens, et en avoir blessé cinquante. Des informations ont été données à Nouakchott sur un accrochage qui s'est déroulé dans l'est du pays. Un commando du Front Polisario a attaqué au matin la ville de Ouadame. Le cadavre d'un soldat mauritanien a été trouvé, ainsi que la carcasse d'un hélicoptère qui a été tué. Les forces mauritaniennes au moment où il s'apprêtait à franchir la frontière pour rentrer au Mali. Deux des hélicoptères ont été tués et trois autres blessés.

La poursuite des accrochages explique que la priorité ait été donnée aux dépenses militaires dans le budget de l'Etat mauritanien, qui vient d'être adopté par l'Assemblée : 60 % des crédits nouveaux de la loi de finances pour 1977, qui est en augmentation de près de 1,5 milliard d'ouguiyas (150 millions de francs français), sont alloués à la défense nationale. La seconde ligne de force du budget est constituée par « la formation des hommes ». Les crédits affectés à ce secteur progressent de 180 millions d'ouguiyas, et seront principalement destinés à l'augmentation du nombre et du taux des bourses, à l'équipement des classes et à l'extension des établissements scolaires. — (A.F.P.)

Maroc

Les « frontistes » jugés à Casablanca se prononcent pour l'autodétermination des Sahraouis

Un porte-parole du parti de l'istiglal a annoncé, mardi 4 janvier, que la cour d'appel d'Oujda avait acquitté vingt-deux de ses adhérents, condamnés à des peines de prison pour avoir pris part, le 24 novembre 1976, à une manifestation non autorisée. (« le Monde » du 27 novembre 1976). Ce rassemblement avait été dispersé par les forces de sécurité, qui avaient ouvert le feu, tuant quatre personnes et en blessant douze autres. La cour d'appel a confirmé douze des condamnations qui avaient été prononcées et qui allaient de un à six mois de prison.

A Rabat, quatre lycéens accusés d'avoir troublé l'ordre public lors des manifestations organisées à la fin de 1976, pour protester notamment contre une réforme du système des examens, ont été condamnés, lundi, à des peines de prison avec sursis. Dix autres étudiants et lycéens, membres de la Jeunesse unioniste, organisation affiliée à l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), sont jugés depuis lundi par le tribunal de première instance de Casablanca pour leur participation à des manifestations du même type. C'est également à Casablanca que se poursuit, devant la chambre criminelle de la cour d'appel, le procès de cent soixante-dix-huit militants « frontistes ».

De notre correspondant

Rabat. — Quatre des accusés dans le procès des militants marxistes-léninistes ont été interrogés le 4 janvier par le président Afaf : MM. Mohammed Kerfati, professeur d'anglais ; Brahim Mestari, ouvrier ; Mustapha Wabab, lycéen ; Rachid Fekhal, étudiant en droit.

M. Kerfati, qui appartient au Groupe du 23 mars (1), a reconnu sa participation et celle de plusieurs de ses co-accusés à une réunion où il fut question de fomenter un complot contre le régime. Il s'est agi d'un échange de vues, a-t-il dit, en substance, beaucoup plus que de questions concrètes, des divergences opposant les participants à la réunion. Il a reconnu également faire partie du bureau politique du « Groupe du 23 mars ».

Les trois autres accusés, membres soit de ce groupe, soit de l'organisation Ikhla Aman, ont répondu certaines des accusations portées contre eux, tout en proclamant leur adhésion au marxisme-léninisme.

M. Rachid Fekhal a reconnu être l'auteur d'articles publiés

dans des bulletins ronéotypés, rassemblés parmi les pièces à conviction. La clandestinité de son action résulte, selon lui, des entraves mises à l'exercice des libertés publiques. M. Fekhal a prétendu également que la mise en cause du régime (point essentiel de l'accusation) ne s'appliquait pas nécessairement à la monarchie, mais que le terme s'entendait comme étant le régime économique du Maroc lequel justifiait à son avis bien des réserves. Le substitut Yacini, qui occupe le siège du ministère public, a rétorqué que l'on comprendrait mal, dans ces conditions, la mention, parmi les écrits saisis lors de l'enquête, du recours à un entraînement militaire.

Une vive altercation a opposé la défense et le président quand ce dernier a interrompu le début, le récit d'un accusé sur les services dont celui-ci a affirmé avoir été l'objet avant d'être présenté au juge d'instruction. Le substitut a interrompu les déclarations de l'accusé sur la position de leurs organisations concernant le Sahara occidental. Ils ont confirmé leur adhésion au principe de l'autodétermination des Sahraouis.

LOUIS GRAVIER.

Les déclarations

Je jette à l'Ethiopie de créer une confédération

Le président de la République, le général Dargat, a déclaré, lors d'une réception à l'Assemblée nationale, que le peuple éthiopien avait le droit de créer une confédération avec les autres peuples de la région. Il a souligné que l'Ethiopie était prête à négocier avec tout pays qui le souhaiterait, à condition que ce pays respecte les principes de la charte des Nations Unies. Le général Dargat a également déclaré que l'Ethiopie était prête à négocier avec tout pays qui le souhaiterait, à condition que ce pays respecte les principes de la charte des Nations Unies. Il a souligné que l'Ethiopie était prête à négocier avec tout pays qui le souhaiterait, à condition que ce pays respecte les principes de la charte des Nations Unies.

Algérie

Le budget pour 1977 met l'accent sur les dépenses d'équipement

Le budget de l'Etat algérien pour 1977 a été adopté par l'Assemblée nationale. Le budget met l'accent sur les dépenses d'équipement, qui représentent 25 % du total. Le budget est également caractérisé par une réduction des dépenses de fonctionnement. Le budget est également caractérisé par une réduction des dépenses de fonctionnement.

Le budget de l'Etat algérien pour 1977 a été adopté par l'Assemblée nationale. Le budget met l'accent sur les dépenses d'équipement, qui représentent 25 % du total. Le budget est également caractérisé par une réduction des dépenses de fonctionnement. Le budget est également caractérisé par une réduction des dépenses de fonctionnement.

SOLDES

Dans tous les rayons.

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Belle-Garde/Créteil
Brumell Rosny 2/Entrepôt de M. St-Denis.

مكتبة من الأصل

EUROPE

Union soviétique

M. Corvalan souhaite une action conjointe de la gauche et de la démocratie chrétienne au Chili

Moscou. — M. Corvalan, le secrétaire général du P.C. chilien qui avait été échangé le mois dernier contre le contestataire soviétique Vladimir Boukovski, a lancé, mardi 4 janvier, un appel pour le renversement de la dictature militaire chilienne et la formation d'un régime « authentiquement représentatif » dans un système de pluralisme politique.

M. Corvalan, qui était accompagné de sa femme, paraissait en très bonne santé. Il a pris la parole au cours d'un meeting organisé en son honneur par les autorités soviétiques dans la salle de gala de l'hôtel Rossia. Les correspondants occidentaux en poste à Moscou avaient été invités à cette manifestation, retransmise en direct par la télévision. Plusieurs membres du bureau politique, dont M. Kirilenko, ont assisté au meeting.

Le secrétaire général du P.C. chilien a évité, dans son discours, d'évoquer les conditions de sa libération, et, jamais, bien sûr, le nom de Vladimir Boukovski n'a été prononcé. La discussion de M. Corvalan trahissait quelque peu avec les propos de M. Kirilenko et ceux d'autres orateurs, qui ont réaffirmé, à maintes reprises, la thèse officielle soviétique selon laquelle Luis Corvalan a été « arraché de prison grâce au mouvement de solidarité internationale et à l'internationalisme prolétarien ».

M. Corvalan n'a pas pour autant, dans son discours, répudié l'internationalisme prolétarien (lequel, a-t-il dit, nous restera toujours fidèle). Mais il a donné à cette notion un sens beaucoup plus large qu'il ne lui prête en général à Moscou, en joignant dans le mouvement de solidarité avec le Chili aussi bien l'U.R.S.S. que les autres pays socialistes, les partis communistes

De notre correspondant

Les droits de l'opposition

Il n'a, d'autre part, révélé que « le parti communiste chilien et l'Unité populaire se prononcent pour l'action conjointe avec le parti démocrate-chrétien et les autres forces démocratiques contre la dictature ». (...) « Nous nous souvenons, a-t-il ajouté, des communistes, des socialistes, des radicaux, des démocrates-chrétiens et d'autres courants qui existaient avant la prise de pouvoir par Pinochet. (...) La patrie a besoin de la contribution de toutes ses forces politiques, de tous ses courants spirituels et moraux qui peuvent et doivent aboutir à un jugement unanime sur la nécessité d'éliminer la Junte et de mettre en place un régime démocratique, représentatif et démocratique. (...) La démocratie n'est pas pour nous une question seulement tactique. (...) Nous recherchons et nous rechercherons toujours à chaque étape du processus historique l'entente mutuelle la plus large, l'instauration dans tout l'Etat d'un Etat fondé sur le respect des droits de l'homme ».

M. Corvalan a précisé que les droits des opposants, à l'exception des fascistes, devraient être garantis. Ce que les fascistes ont fait dans notre pays, a-t-il dit, commande de les éliminer à jamais de la vie nationale. Nous ne voulons ni vengeance ni chaos, mais nous estimons que les crimes du fascisme ne peuvent rester impunis. Les tueurs et les bourreaux de la DINA (la police, Pinochet et son groupe) doivent

être châtiés comme ils le méritent. Selon nous, ils doivent être jugés par des tribunaux compétents, garants de l'équité du verdict.

M. Corvalan, qui a reçu depuis sa libération plus de trois cent mille lettres et télégrammes de félicitations, mais qui n'avait toujours pas tenu de conférence de presse, cherchait manifestement à rassurer ses hôtes lorsqu'il a affirmé d'une manière qui paraissait paradoxale que l'on n'avait en mémoire les critiques de M. Georges Marchais contre son échange avec M. Boukovski : « Nous ne faisons et nous ne ferons pas de concessions à l'anti-démocratie ». Le secrétaire général du P.C. chilien a également prononcé un plaidoyer paradoxal en faveur de la dictature du prolétariat, passablement en contradiction avec son évocation d'un futur régime chilien « largement représentatif et démocratique ».

« La dictature du prolétariat, a-t-il noté, n'est pas une question de forme de gouvernement, mais une question de son installation ou de son disparition. M. Corvalan a dit : « C'est là le chapitre le plus dramatique de la tragédie chilienne. On ne sait rien du sort des disparus : il est possible que certains d'entre eux soient déjà morts. (...) »

JACQUES AMALRIC.

● M. Vladimir Boukovski est arrivé à Londres mardi 4 janvier. Il compte rester une dizaine de jours en Angleterre, où il est l'invité de l'acteur David Markham. Il a rendu hommage à un pays qui est « gardien des traditions de liberté ». (Corresp.)

La police a perquisitionné au domicile de plusieurs contestataires

Moscou (A.F.P.). — Sur ordre du procureur de Moscou, des perquisitions ont été opérées, mardi 4 janvier, au domicile de trois membres du « groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki » : MM. Youri Orlov, président du groupe, Alexandre Guinzbourg et Mme Ludmila Alexeïeva.

Le groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki a été créé le 12 mai 1976 à l'initiative notamment de M. Orlov. Il s'est fixé comme objectif de « veiller au respect des articles humanitaires de l'acte final de la conférence d'Helsinki » en informant l'opinion publique mondiale des « cas flagrants de violation » de ces articles en U.R.S.S.

Plusieurs « dissidents » soviétiques connus font partie de ce « groupe » : Mme Elena Bonner, femme de l'académicien Andreï Sakharov ; le général Grigorenko, défenseur des Talibans de Crimée, qui avait été interné en 1969 dans un hôpital psychiatrique, et Mme Malva Landis, militante active du « Mouvement pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. », dont l'appartement avait été détruit par un incendie le 18 décembre, le jour de la libération de M. Boukovski.

L'agence Tass, qui a confirmé rapidement ces perquisitions, affirme que ces dissidents étaient en possession de documents étrangers, ce qui est illégal, et que du « matériel » trouvé sur les lieux prouve le lien direct « de ces trois personnes avec l'organisation antisoviétique N.T.S. », dirigée par les services secrets de certains pays occidentaux. Cette organisation est également

accusée par Tass d'être composée d'émigrés russes et d'avoir essayé de recruter des agents en U.R.S.S. selon elle, « des rendus, parasites et autres canailles, sans emploi ». L'agence ajoute que MM. Orlov et Guinzbourg sont prisonniers et des gens sans emploi, vivant de revenus ne provenant pas de leur travail et menant une activité contraire aux lois soviétiques.

M. Youri Orlov, âgé d'une quarantaine d'années, physicien, avait perdu son emploi en 1973 après qu'il eut soutenu l'académicien Andreï Sakharov. En décembre, les domiciles de cinq membres ukrainiens du groupe avaient été perquisitionnés. M. Sakharov avait alors affirmé que les auteurs de la perquisition avaient intentionnellement apporté des armes et des devises étrangères aux domiciles de ces cinq personnes.

Mme Ludmila Alexeïeva a démenti mardi soir par téléphone que les enquêteurs aient trouvé à son domicile, comme l'a annoncé l'agence Tass, des devises étrangères et des documents prouvant des liens directs avec l'organisation N.T.S. Elle a indiqué que, contrairement à ce qu'écrit Tass, la police a opéré des perquisitions et non des saisies. Elle a précisé, en effet, que les domiciles de Mme Ludmila Guinzbourg, mère d'Alexandre, et de Mme Lidia Vorontina ont également été perquisitionnés. Elle a indiqué que les perquisitions avaient duré plus de dix heures et que Tass avait annoncé leur résultat avant même qu'elles ne soient terminées.

(1) Il s'agit du mouvement Soyuz Narodny Trudovoy — Union populaire du travail — qui a son siège à Francfort (R.F.A.).

Le gouvernement modifie les prix de certains articles et services

De notre correspondant

Moscou. — Le comité d'Etat des prix a annoncé mardi soir 4 janvier, une modification des prix de certains articles et services en Union soviétique. Il y a aussi bien des augmentations que des baisses. Dans la mesure où l'information publiée est extrêmement détaillée en ce qui concerne les baisses, mais extrêmement sommaire en ce qui concerne les augmentations, il est impossible d'évaluer avec précision la portée de ces changements. Il est fort peu probable toutefois qu'ils soient bénéfiques aux consommateurs.

La liste des produits dont les prix doivent baisser à partir de ce 5 janvier comprend certains vêtements tricotés (12 %), le linge de corps en coton (10 %), certains bas (25 %), certaines bottes pour femmes (10 %), les réfrigérateurs d'une capacité jusqu'à 120 litres (12 %), les récepteurs (15 %), les magnétophones de certaines marques (20 %), les bandes magnétiques (20 %), certains postes de télévision noir et blanc (17 %), certains électrophones et certains postes de radio (5 %), les stylos à bille et à plume (5 %), les accordéons (5 %), les médicaments (5 %).

Cette liste, qui est exhaustive, ne comprend pas la plupart des produits de consommation courante, dont, selon un interview du président du comité d'Etat des prix, « des stocks suffisants ont été constitués ». Vu le rapport de l'offre et de la demande en U.R.S.S., cette remarque paraît indiquer que la plupart des produits qui font l'objet d'une baisse ne sont pas très recherchés par les consommateurs. Les prix de leur qualité médiocre, soit parce qu'ils ont été remplacés par des produits meilleurs mais bien plus chers.

Les produits qui font l'objet d'une augmentation ne sont pas énumérés avec beaucoup de précision et aucun pourcentage n'est donné. Sont mentionnés : les tapis, les solaires, les articles en cuir, les livres (à l'exception des livres d'enfants, des manuels scolaires et des ouvrages de propagande politique). On annonce, à partir du 1^{er} avril, une augmentation des tarifs des taxis, des transports maritimes et aériens (l'avion ne constitue pas dans un pays aussi grand que l'Union soviétique un moyen de transport luxueux). Dans son interview, le président du comité d'Etat des prix fait allusion à l'augmenta-

tion de certains autres services, mais ne parle que des tarifs des ateliers de couture.

Il semble bien en tout cas que la liste des articles et des services dont les prix seront modifiés est équilibrée. Certains prix de produits importés sont d'ailleurs augmentés, mais pas de produits de consommation courante. Les prix de produits de consommation courante ne changent pas et les chausures de production soviétique — J.A.

Espagne

LES RÉSULTATS OFFICIELS DU RÉFÉRENDUM DU 15 DÉCEMBRE 1976

Voici les résultats définitifs et officiels du référendum du 15 décembre sur le projet de réforme politique, publiés à Madrid le mardi 4 janvier :

Inscrits 22 644 290

Votants 17 599 562

Oui 16 573 180

Non 1 026 382

Blancs 523 457

Nuls 52 883

● Dans un communiqué publié à Alger, le M.P.A.I.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien) annonce qu'une bombe a retardement a explosé lundi soir 3 janvier dans les locaux de la South African Airways à Las Palmas, sur l'île de Grande-Canarie. Selon le mouvement, cet attentat marque la fin de la trêve observée à l'occasion des fêtes de fin d'année. Il a été commis en témoignage de solidarité avec les mouvements de libération en lutte contre le régime de Pretoria. Le M.P.A.I.C. estime qu'en permettant aux avions sud-africains de faire escale aux Canaries, le gouvernement espagnol fait échec au boycott préconisé par l'O.A. à l'égard de l'Afrique du Sud. — (Corresp.)

DIPLOMATIE

M. DE GUINGAUD IRA A BERLIN-OUEST LE 20 JANVIER

M. de Guingaud se rendra en visite officielle à Berlin-Ouest le 20 janvier. C'est la première fois qu'un ministre français des affaires étrangères ira en visite officielle dans l'ancienne capitale allemande, toujours officiellement sous régime d'occupation. Cependant, deux ministres des affaires étrangères français sont déjà allés à Berlin pour des réunions internationales : M. Bidault, pour la conférence des Quatre, en 1954, et M. Maurice Schumann, pour la signature de l'accord quadripartite le 3 juin 1972.

Aucun ministre des affaires étrangères français n'est allé non plus dans la partie est de la ville, capitale de la R.D.A., mais c'est une éventualité qui ne peut plus être exclue. M. Fischer, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande ayant été reçu à Paris en janvier 1976 par son collègue français, alors M. Sauvagnargues, qui avait accepté de lui rendre sa visite.

A TRAVERS LE MONDE

Pologne

● UN GROUPE DE VINGT-HUIT PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, en Pologne, demandent la création d'une commission parlementaire pour faire la lumière sur les événements du 25 juin, manifestations ouvrières après la hausse des prix — et la répression qui suivit. Le groupe d'informations honnêtes a ce propos, tend hommage à l'Eglise catholique et demande que la conclusion de l'enquête soit portée à la connaissance du public. D'autre part, le comité de défense des ouvriers victimes de la répression indique que « la terreur et l'illégalité régnent toujours à Radom et risquent de faire tache d'huile dans tout le pays, si tous les actes de violation de la légalité ne sont pas punis ». — (A.F.P.)

Portugal

● LA DÉMISSION PRÉSENTÉE le lundi 3 janvier par M. Walter Rosa, ministre portugais de l'Industrie, et acceptée par le premier ministre, M. Mario Soares, fait suite à l'arrestation de son fils, M. João Silva Rosa, vingt-sept ans, commerçant, accusé d'avoir commis contre des banques des envois de Lisbonne les 16 et 23 décembre, rapportent les quotidiens O Seculo et O Dia. Le fils du ministre avait été arrêté le 1^{er} janvier. Le communiqué annonçant la démission de M. Walter Rosa souligne le haut degré de discrétion dont le ministre a fait preuve en présentant sa démission. M. Antonio Sousa Gomes, ministre du plan et de la coordination économique, assumera temporairement les fonctions de ministre de l'Industrie. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● SIX PERSONNES ONT TUÉ LA MORT le 3 janvier au cours d'affrontements tribaux qui, au Natal, ont fait quatre-vingt-huit victimes de la police de Durban. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

● L'AGENCE C.T.E. CONFIRME officiellement, mardi 4 janvier, l'arrestation de M. Joseph Grohman, rédacteur en chef de la maison d'édition de la littérature technique (S.N.T.L.) à Prague, soupçonné d'activités illicites au profit de services d'espionnage occidentaux (le Monde du 4 janvier). Elle précise que M. Grohman — ancien vice-ministre de la culture et président de la commission tchécoslovaque pour la coopération avec l'Unesco. — âgé de cinquante-six ans, a été arrêté à son retour de Paris le 21 octobre. — (A.F.P.)

Uruguay

● UN APPEL en faveur de quatre réfugiés uruguayens enlevés en Argentine l'esté dernier, et dont la presse de Montevideo, le 29 octobre, annonçait l'arrestation en Uruguay, vient d'être adressé au président Aparicio Mendez par une trentaine de personnalités françaises, parmi lesquelles MM. Jean-Louis Barrault, Alfred Kastler et Claude Bourdieu, et Mme Madeleine Renaud. Elles demandent que les quatre détenus soient remis au haut commissariat aux Nations unies pour les réfugiés et que soient présentés à la presse cinquante autres Uruguayens dont les autorités ont annoncé l'arrestation.

MANAGER CONSULTING SERVICES

International Industrial Group

DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES SERVICES GÉNÉRAUX

140.000 F. + Grande banlieue nord

RESPONSABLE DÉPARTEMENT ETUDES INDUSTRIELLES

130/150.000 F PARIS

Pour ces derniers postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78)62-08-33

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

DEVANT LES ASSOCIATIONS DE PRESSE

M. Brejnev viendra en France en juin ou juillet

annonce le président de la République

Le président de la République a reçu mardi 4 janvier les vœux des associations de presse. Contrairement à l'usage, aucune allocution n'a été prononcée. Le chef de l'Etat, entouré de ses proches, a écouté avec attention les souhaits des journalistes.

Au cours de la conversation, il a notamment précisé que M. Brejnev viendrait en France à la fin du premier semestre 1977, « sans doute en juin ou juillet », a-t-il dit. « Le calendrier précis de cette visite est en préparation. »

M. Giscard d'Estaing a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de faire d'autres visites officielles à l'étranger que celles qui sont prévues, en Arabie Saoudite et au Mali.

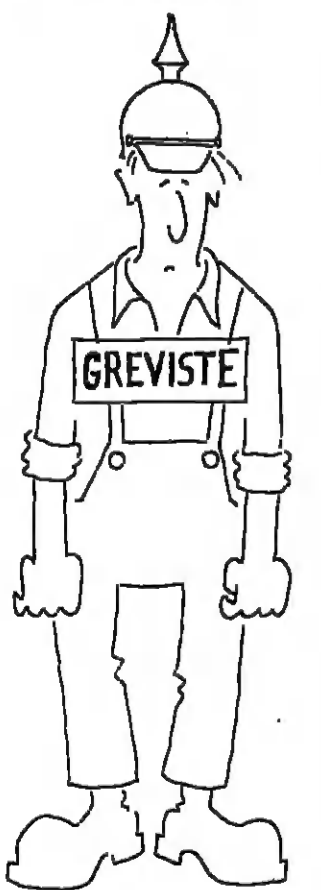
« C'est tout ce que je prévois, a-t-il dit. Aussi longtemps que la redynamisation de l'économie ne sera pas constatée. » Cependant, le président de la République fera des visites de travail. Il a indiqué que le « conseil » des pays industrialisés, dont il a proposé la réunion, se réunira sans doute en avril et « peut-être en Grande-Bretagne ». Mais rien n'est encore précisé. M. Giscard d'Estaing pense aussi que se tiendra à Rome une célébration du vingtième anniversaire de la signature du traité du Marché commun.

En réponse à une question, M. Giscard d'Estaing a d'ailleurs précisé qu'il n'aurait pas de contact personnel avec M. Carrié. « Le moment venu », mais ce ne sera peut-être pas avant la « session » économique de l'Assemblée nationale au printemps.

La chef de l'Etat a évoqué ensuite le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel pour dire sa conviction que celui-ci serait voté « à une forte majorité » par l'Assemblée nationale au printemps.

M. Barre est le Joffre du redressement économique

Le président de la République a longuement prié de la situation économique, « c'est-à-dire », notamment, « M. Barre est le Joffre du redressement économique, car il doit tenir comme l'a fait le maréchal de la première guerre (1). » Le chef de l'Etat a souligné que « tout était lié au succès du redressement de la situation économique » et que les Français cesseraient d'être désemparés lorsque ce succès serait plus perceptible. Il a noté que l'union était faite et se rendait compte de réalisations, tant par exemple la stabilité du franc qu'il est acquise depuis le 10 octobre.



(Dessin de KONE.)

Les animateurs de l'Association Démocratique Française, MM. Jean-Claude Coll, vice-président du parti radical; Charles Debasco, président de l'Université Aix-Marseille-III; Paul Granet, secrétaire général adjoint de la défense nationale; Hubert Haenel, secrétaire général du Conseil supérieur de la magistrature; Bernard Stasi, vice-président du C.D.S., ont été reçus à déjeuner mardi 4 janvier par M. Valéry Giscard d'Estaing.

« Nous allons lancer dans le pays le grand débat sur Démocratie Française auquel le président de la République a convié les Français », a déclaré M. Stasi, qui a ajouté : « Le chef de l'Etat est très soucieux de dialoguer avec les Français. Par les débats que nous provoquerons nous pourrions contribuer à ce dialogue. »

« La nation renforcera son unité en reconnaissant sa diversité locale »

écrit M. Giscard d'Estaing à tous les maires de France

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé le 30 décembre la lettre suivante aux quelque trente-six mille cinq cents maires de France.

« Vos communes sont la racine de la démocratie française. Elles sont les mieux placées pour améliorer la vie quotidienne. Elles sont proches des citoyens. Elles sont un lieu privilégié pour l'exercice concret de la démocratie, en permettant une authentique administration des Français par eux-mêmes.

« Pourtant, vous disposez de moyens financiers, techniques ou en personnel souvent insuffisants. L'exercice de vos responsabilités est limité par l'intervention compliquée et lourde de l'administration de l'Etat. Vos possibilités d'action, pour répondre aux besoins exprimés par vos administrés, sont réduites.

« Dans la France d'aujourd'hui, un effort vigoureux de décentralisation en faveur des collectivités locales est indispensable. Notre nation renforcera son unité en reconnaissant sa diversité locale.

« Il est de mon devoir de proposer au pays ce changement profond qui correspond à l'intérêt supérieur de la France. C'est pourquoi nous sommes décidés à...

M. ALAIN POHER : une opération séduction avant les municipales

La lettre adressée par M. Valéry Giscard d'Estaing aux maires de France est une lettre de « séduction », a déclaré mardi 4 janvier, M. Alain Poher, président du Sénat et président de l'Association des maires de France, qui a cependant ajouté : « C'est la première fois que nos revendications sont honorées, par écrit, d'une réponse positive. »

Dans l'émission de France-Inter, M. Poher a confié à M. Giscard d'Estaing, interrogé sur le succès de la réforme des collectivités locales, M. Poher a précisé qu'il restera aux maires à se battre pour « mettre le président de la République devant les responsabilités qu'il a prises lui-même en nous écrivant cette lettre ».

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

« L'Etat doit céder aux collectivités une large partie des compétences qu'il détient. » Ce transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités locales doit être accompagné d'un transfert global de ressources. Et les collectivités locales doivent disposer d'une fiscalité moderne qu'elles puissent faire évoluer librement, sous leur seule responsabilité.

« Le rôle des communes actuelles doit donc être accru pour qu'elles puissent régler les affaires de la vie courante des habitants. » Vous savez que pour certaines activités et services publics, qui concernent un vaste territoire, une organisation adaptée est nécessaire, comme le prouvent les nombreux syndicats intercommunaux que vous avez créés volontairement. Certaines des compétences nouvelles que les collectivités locales recevront de l'Etat devront donc pouvoir être gérées grâce à la coopération des communes, avec des moyens et dans un cadre approprié. Le soin de définir ces formes de coopération et de solidarité devra revenir aux élus locaux et nationaux.

« Il s'agit de préserver et de renforcer le lien précieux qui, dans les communes de France, unit citoyens et responsables. » Une réforme de cette importance doit être soigneusement préparée. C'est pourquoi j'ai fait établir un rapport approfondi par une commission présidée par M. Olivier Guichard. Ce rapport, sur lequel le gouvernement ne s'est pas encore prononcé, est le fruit d'une libre réflexion collective. Il constitue un instrument très utile de documentation et de réflexion. Je vous invite à prendre connaissance de ses principales propositions et, le cas échéant, à en débattre dans vos assemblées.

« Le gouvernement organisera auprès de vous une large consultation à partir du mois d'avril prochain. Il recueillera l'ensemble de vos propositions et de vos suggestions. » Compte tenu des résultats de cette consultation, un projet de loi fondamentale sera élaboré, puis soumis au Parlement.

« En vous adressant dès maintenant cette lettre personnelle, j'ai souhaité vous exposer directement les grandes lignes de l'action qu'il nous faut envisager pour nos communes et pour la France. Ayant exercé moi-même les responsabilités de maire, je sais que vous comprendrez l'importance de l'enjeu : vous donner les moyens d'animer, au service de vos concitoyens, la démocratie locale française. »

A la demande du chef de l'Etat

M. NORA VA RÉFLÉCHIR SUR L'« INFORMATISATION DE LA SOCIÉTÉ »

M. Simon Nora vient de se voir confier par le président de la République une mission de réflexion sur « l'informatisation de la société française ».

M. Giscard d'Estaing est particulièrement attentif depuis deux ans aux problèmes sociologiques, voire philosophiques que pose la pénétration de l'informatique, tant dans les administrations ou les entreprises que chez les particuliers. On avait songé, il y a dix-huit mois, à créer une commission qui aurait proposé au gouvernement des grandes orientations sur ce sujet. Mais les choses ont traîné en longueur, et il a finalement été décidé de confier une « pré-étude » à M. Nora.

Celui-ci va notamment réfléchir sur l'utilisation actuelle du matériel informatique (est-ce qu'on en tire le meilleur parti ?), et sur les modifications sociales et économiques qui découleront de l'introduction de l'ordinateur dans la vie quotidienne des Français. Il s'interrogera également sur l'utilité de mettre en place des structures permanentes chargées de suivre ces problèmes. M. Nora devra remettre ses « réflexions » au président de la République vers la fin du premier semestre.

(Né le 21 février 1921, M. Simon Nora est l'inspecteur général des Finances. Il a été, de juin 1968 à avril 1971, chargé de mission auprès de M. Chaban-Delemas, alors premier ministre, directeur général de la Librairie Hachette d'août 1971 à octobre 1974. M. Nora avait été chargé en 1975 par le gouvernement d'établir un rapport sur l'amélioration de l'habitat ancien.)

M. FRANÇOIS ARCHAMBAULT ENTRE AU SERVICE DE PRESSE DE L'ÉLYSÉE

M. François Archambault, directeur général-rédacteur en chef de la Nouvelle Agence de presse, a été nommé au service de presse de l'Élysée. Avec M. Michel Bassi et André Arnaud, il sera l'un des trois adjoints de M. Jean-Paul Leat, porte-parole de l'Élysée. Il sera chargé des relations avec la presse de province.

(Né le 10 septembre 1938 à Tours, M. François Archambault est docteur en sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut français de presse. Successivement attaché de presse de M. Georges Clemenceau, ministre de la Coopération, en 1962, chargé de mission à la Société nationale des auteurs de presse en 1963, rédacteur en chef de l'information des années en 1964, il est, de 1965 à 1973, secrétaire général de la Nouvelle République du Centre-Ouest. Il est ensuite directeur du développement de la Société générale de presse. Depuis 1974, il était directeur général-rédacteur en chef de la Nouvelle Agence de presse, agence spécialisée dans les affaires du tiers-monde et plus particulièrement dans les affaires africaines.)

M. Archambault est président du Mouvement libéral de Touraine. Il est le fils de M. Pierre Archambault, vice-président du directeur et ancien directeur général de la Nouvelle République du Centre-Ouest.)

Le vieil individualisme français

Mais c'est l'évolution politique des assemblées régionales qui nécessairement doit préoccuper le gouvernement et le ministre d'Etat ministre de l'Intérieur, qui en est le tuteur. Les conseils régionaux sont, en effet, des assemblées en « ramassement permanent ». Le moindre glissement politique se répercute sur leur composition, donc sur leur attitude, puisque aux termes de la loi de 1972 ces Parlements sont constitués de... parlementaires, d'élus des conseils généraux et de représentants des communes. Après les municipales de mars, il faudra donc « ajuster » la composition des assemblées régionales et faire de même après les sénatoriales partielles de l'automne. Déjà dans certaines régions, on se demande si la majorité présidentielle ne sera pas de justesse, renversée. Au cours de la session actuelle de janvier-février, les élections des présidents, le vote des budgets, les débats sur les crédits régionaux du VII^e Plan seront autant d'occasions pour les conseils régionaux de démontrer qu'ils sont des assemblées politiques à part entière.

Le chef de l'Etat ferait un mauvais calcul en pensant qu'il faut « jouer les maires contre les régions ». Les conseils généraux et les conseils régionaux, pour leur part, auraient tort d'entretenir une rivalité larvée avec les régions dont ils recourent parfois les prétentions économiques et l'influence politique. De tout temps le petit village a précédé ce que nous appelons le français. — à traiter ses problèmes directement avec Paris, qui pense-t-il, le protège mieux au moment des arbitrages.

F. GROSCHARD

A partir du 2 février.

TWA.

Le Caire.

Sans escale.

Tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de Roissy-Charles-de-Gaulle :
Départ : 9h30
Arrivée : 14 h 50
Au Caire, excellentes correspondances vers l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe Persique.



TWA

هكذا من الأصل

des listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ?

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

« Les listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ? »

POLITIQUE

LES SOCIALISTES ET LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Suite de la première page.)

Comment, par ailleurs, ne pas reconnaître tout l'intérêt et toute l'importance d'une campagne électorale s'ouvrant en même temps dans tous les États de la Communauté, et essentiellement centrée sur les problèmes d'intérêt commun. Jusqu'à présent, les populations ne se sont guère senties concernées par l'entreprise européenne. Plus ou moins instinctivement elles estiment que l'union est souhaitable, mais dans la plupart des cas elles seraient bien incapables de formuler d'une manière précise les raisons de leur choix. Pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? A quel moment en effet a-t-on songé à les informer et à les consulter ?

Il est évident que la conception européenne des socialistes est bien différente de celle de M. Giscard d'Estaing, de M. Jacques Chirac ou de M. Michel Debré. L'opinion en a-t-elle réellement conscience ? Oui, sans doute, mais d'une manière plus ou moins diffuse, car elle perçoit que l'Europe des peuples n'est pas l'Europe des marchands et des spéculateurs. Elle ressent la nécessité d'une réelle indépendance de la Communauté, qui permettra d'assurer l'indépendance de la France. Mais le débat mérite d'être approfondi. L'élection au suffrage universel du Parlement européen, en rendant possible une telle confrontation, permettra à chacun de mieux mesurer l'importance de l'enjeu. Elle associera plus directement les peuples à l'entreprise communautaire, leur redonnera ainsi à celle-ci un élan et une vigueur qui lui font aujourd'hui tragiquement défaut.

A l'approche des échéances électorales, les adversaires du projet renforcent la violence de leurs critiques. L'élection directe du Parlement européen, c'est, disent-ils, un complot contre l'indépendance nationale, c'est la fin de la souveraineté française. Cette argumentation ne nous touche guère, car elle manque de sérieux. Il ne s'agit pas de pro-

monvoir une Assemblée constituante qui, dès son entrée en fonction, s'arrogerait tous les droits, et créerait une souveraineté nouvelle sur les ruines de nos nations. Il s'agit tout simplement de faire élire directement par les citoyens d'Europe, comme le recommande l'article 138 du traité, un Parlement qui existe depuis la naissance de la Communauté, mais qui, pour l'instant, est constitué par des députés des Parlements nationaux. Un point c'est tout.

Il est certes souhaitable que les parlementaires européens, réfléchissant pleinement toutes les prérogatives qui leur sont normalement attribuées, mais ils ne peuvent les exercer que dans le cadre des compétences actuelles de la Communauté. Les socialistes seront sur ce point aussi vigilants que d'autres. Or, ces compétences sont clairement délimitées. Si les chefs de gouvernement réunis en « Conseil européen » estiment, dans un avenir plus ou moins proche, qu'elles sont insuffisantes, ils devraient alors faire jouer la procédure d'extension prévue par l'article 238 du traité de Rome. L'application de celui-ci suppose un accord unanime des neuf gouvernements, l'élaboration d'un nouveau traité et la ratification de celui-ci par les neuf Parlements. De telles dispositions ne donnent-elles pas toutes les garanties aux défenseurs des plus soucieux de la souveraineté française ?

L'élection du Parlement européen par le suffrage universel est donc souhaitable. Le comportement du gouvernement français permettra-t-il aux socialistes d'apporter leur soutien à la convention qui en fixe les modalités ? Nous l'espérons, sans en être toutefois pleinement persuadés.

M. Giscard d'Estaing a certes évité l'erreur de son prédécesseur, qui à l'occasion de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, et croyant sans doute se faire plébisciter, avait organisé un référendum. Cette fois, c'est donc le Parlement français qui

sera saisi. C'est bien ! Mais encore faut-il que le vote de ratification ne se transforme pas en vote de confiance en faveur du gouvernement.

Nous serons aussi très attentifs à la loi électorale qui nous sera proposée. Si celle-ci n'avait d'autre objet que de faire obstacle aux candidats de la gauche, nous ne serions évidemment pas complaisants d'une opération qui prouverait alors l'absence d'un défi aux règles de la démocratie. La représentation proportionnelle est le mode de scrutin le plus juste, dans la mesure où elle donne à chacun la part qui lui revient. On nous permettra d'exprimer le souhait que ce soit bien la également la préoccupation du chef de l'Etat.

Telles sont les raisons de l'approbation que nous donnons au principe de l'élection directe du Parlement européen, et telles sont nos préoccupations à l'approche du débat de ratification.

GERARD JAQUET.

M. J.-P. FOURCADE ESPERE AVOIR DES « DEBATS UTILES » AVEC M. CHABAN-DELMAS

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, président de la fédération nationale des clubs Perspectives et Réalités (gis-cordiens), a déclaré à la station télévisée FR3 de Bordeaux, le 4 janvier : « Il est un domaine particulier pour la réflexion des clubs : c'est le débat de société. Si je crois que je pourrais avoir avec M. Chaban-Delmas, qui a lancé il y a quelques années l'idée de la « nouvelle société », des débats utiles, je ne suis pas seul. Il est plus important de mettre en valeur les points communs que d'accentuer les divergences. »

La préparation des élections municipales

Vers des listes homogènes du P.S. à Lyon et à Villeurbanne ?

De notre correspondant régional

Lyon. — Les interprétations divergentes que font le parti socialiste et le parti communiste des termes de l'accord signé le 28 juin entre les deux organisations ont quelque peu figé les discussions sur la constitution de listes d'union à Lyon et à Villeurbanne.

Dans cette dernière ville, des contacts ont eu lieu entre les militants des sections locales du P.S. et du P.C. Au cours de la dernière réunion, le 17 décembre, à laquelle participait M. Charles Henu, député depuis le 10 novembre par le bureau exécutif national du P.S., pour conduire une éventuelle liste d'union de la gauche, aucune perspective de déblocage de la situation n'est apparue. Les deux sections sont certes convenues de se revoir en janvier, mais on peut se demander quelles possibilités de rapprochement existent encore. En effet, la commission exécutive de la fédération du Rhône du P.S. — et non la section de Villeurbanne, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 25 décembre — s'est officiellement prononcée le 21 décembre pour « la constitution d'une liste homogène ». A ce propos, le secrétaire de la section socialiste de Villeurbanne nous a fait parvenir une lettre dans laquelle il rappelle que, dès le 14 septembre, « la commission exécutive de la fédération du Rhône du parti socialiste avait dessiné la section de Villeurbanne de tout pouvoir de décision en ce qui concerne les prochaines élections, puisque, d'après la motion votée, toutes négociations et décisions (en ce qui concerne cette ville) ne pouvaient être menées et prises que par la fédération et sous réserve de l'accord de la direction nationale. Le bureau de section, précise le secrétaire, a demandé, le

18 décembre, à la fédération « de poursuivre les négociations en vue de constituer une liste d'union d'une liste d'union (...) puisque c'est la volonté quasi unanime des adhérents de la section (95 % d'entre eux) ».

M. Henu a fait récemment allusion aux difficultés actuelles en ces termes : « L'union de la gauche a pour but essentiel de battre la droite et non de privilégier le pré-carrière de tel ou tel parti. C'est pourquoi les socialistes demandent simplement que l'on tienne compte de la poussée socialiste en France et dans le Rhône (...) Pour moi, pour nous, la politique du P.C.F. à notre époque est secondaire par rapport à notre volonté de changer la vie, de changer la ville, à Villeurbanne. »

A Lyon, la situation paraît un peu moins complexe à gauche, le scrutin par arrondissement dominant a priori plus de souplesse aux discussions. Néanmoins, des divergences demeurent. Au cours d'une conférence de presse tenue le 23 décembre, M. René Chevalier, parlant au nom du comité de ville du P.C., a indiqué qu'en tenant compte des résultats des législatives de 1973 et des canonniques qui ont suivi, résultats qui attribuent au P.C. globalement 45 % des voix de la gauche sur la ville de Lyon, son parti était en droit de réclamer vingt-sept sièges de conseillers sur soixante et un et quatre sièges de liste sur neuf.

Selon les communistes, le fait de laisser au P.S. la tête de liste dans les troisième, septième et neuvième arrondissements — trois des quatre arrondissements considérés généralement comme les plus favorables à la gauche, — traduit bien « une volonté du P.C. d'aboutir à un accord loyal ». Ces propositions sont toutefois assez éloignées de celles que fait le P.S. à son principal partenaire. S'il lui accorde vingt-deux sièges sur soixante et un, il ne lui laisse qu'une tête de liste, celle du huitième arrondissement. Si l'on ajoute que le P.C. fait grief au P.S. d'avoir, pour Lyon comme pour Villeurbanne, désigné déjà la « tête de liste des listes de liste », en l'occurrence M. Claude Fournier, avocat, alors même que les négociations sur la constitution de listes d'union étaient à peine ébauchées, on mesure les obstacles que les délégations devront encore franchir pour parvenir à un accord éventuel.

BERNARD ELIE.

Chambéry (Savoie), dont le maire sortant est M. Pierre Dumas, ancien ministre, ancien député U.D.R., la section du parti socialiste a désigné son candidat à la mairie. Ce sera M. Francis Ampe, qui, âgé de trente-deux ans, diplômé de l'Ecole centrale, est directeur de la Maison de la promotion sociale et milite au sein d'une association de réflexion — sur l'urbanisme notamment — « Vivre à Chambéry ».

Cette désignation, informée par le choix fait précédemment (le Monde du 24 novembre) par la section du P.S. qui s'était prononcée en faveur de M. Jacques Lapeyre. — (Corresp.)

Les lois éternelles du succès

Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis et « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent. Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous. Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg, « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue G.E. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ETERNELLES DU SUCCES » Démarquez ou recopiez ce bon et envoyez-le à G.E. BORG, c/c AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM.....PRENOM.....
N°.....RUE.....
CODE POSTAL.....VILLE.....
AGE.....PROFESSION.....

Le Monde

Service des Abonnements

1 - BELGIQUE - LUXEMBOURG

2 - FRANCE - DOM. ET ETR.

3 - PAYS BAS - SUISSE

4 - ALGERIE

5 - TUNISIE

6 - MAROC

7 - ESPAGNE

8 - PORTUGAL

9 - ITALIE

10 - AUTRICHE

11 - ALLEMAGNE

12 - PAYS-BAS

13 - SUISSE

14 - ALGERIE

15 - TUNISIE

16 - MAROC

17 - ESPAGNE

18 - PORTUGAL

19 - ITALIE

20 - AUTRICHE

21 - ALLEMAGNE

22 - PAYS-BAS

23 - SUISSE

24 - ALGERIE

25 - TUNISIE

26 - MAROC

27 - ESPAGNE

28 - PORTUGAL

29 - ITALIE

30 - AUTRICHE

31 - ALLEMAGNE

32 - PAYS-BAS

33 - SUISSE

34 - ALGERIE

35 - TUNISIE

36 - MAROC

37 - ESPAGNE

38 - PORTUGAL

39 - ITALIE

40 - AUTRICHE

41 - ALLEMAGNE

42 - PAYS-BAS

43 - SUISSE

44 - ALGERIE

45 - TUNISIE

46 - MAROC

47 - ESPAGNE

48 - PORTUGAL

49 - ITALIE

50 - AUTRICHE

51 - ALLEMAGNE

52 - PAYS-BAS

53 - SUISSE

54 - ALGERIE

55 - TUNISIE

56 - MAROC

57 - ESPAGNE

58 - PORTUGAL

59 - ITALIE

60 - AUTRICHE

61 - ALLEMAGNE

62 - PAYS-BAS

63 - SUISSE

64 - ALGERIE

65 - TUNISIE

66 - MAROC

67 - ESPAGNE

68 - PORTUGAL

69 - ITALIE

70 - AUTRICHE

71 - ALLEMAGNE

72 - PAYS-BAS

73 - SUISSE

74 - ALGERIE

75 - TUNISIE

76 - MAROC

77 - ESPAGNE

78 - PORTUGAL

79 - ITALIE

80 - AUTRICHE

81 - ALLEMAGNE

82 - PAYS-BAS

83 - SUISSE

84 - ALGERIE

85 - TUNISIE

86 - MAROC

87 - ESPAGNE

88 - PORTUGAL

89 - ITALIE

90 - AUTRICHE

91 - ALLEMAGNE

92 - PAYS-BAS

93 - SUISSE

94 - ALGERIE

95 - TUNISIE

96 - MAROC

97 - ESPAGNE

98 - PORTUGAL

99 - ITALIE

100 - AUTRICHE

BOSSARD

GROUPE BOSSARD

PARIS 105, Boulevard Haussmann Tél. 265.27.44
LILLE 201, rue Colbert Tél. (20) 54.06.37
MARSEILLE 433, Boulevard Michelet Tél. (91) 40.38.93

responsable organisation et informatique

REGION STRASBOURG 110 000 F

- La filiale française d'un Groupe multinational particulièrement dynamique, commercialisant des produits de confiance de chocologie très répandus, crée ce poste dans le cadre de son développement.
- Il sera chargé de l'amélioration, du fonctionnement et du développement du système d'organisation et d'information. Il utilisera les moyens du groupe en France et à l'étranger et ceux des services extérieurs.
- Le poste requiert un homme jeune, de formation supérieure, ayant une expérience informatique de 5 ans minimum avec responsabilité de l'animation d'analystes programmeurs sur des projets variés.
- De très fréquents contacts internationaux impliquant une bonne connaissance de l'anglais.

Ayant le sens de l'organisation, le candidat sera, avant tout, désireux d'assumer, seul, d'importantes responsabilités.

PARIS - Réf. 2403/H

directeur de la distribution

PARIS

- Pour une Importante Société de Cosmétiques Françaises. Cette société, dont le renom est déjà établi, recherche dans le cadre d'un développement ambitieux et dynamique, un des membres de sa nouvelle équipe.
- Responsable de la distribution des produits en France, il devra être capable de prendre à terme la

direction commerciale

FRANCE

Il devra animer l'équipe de ventes existante, définir et mettre en place une politique de distribution et assurer toutes les relations avec le milieu professionnel.

- Le poste requiert un homme ambitieux, 30 ans minimum, formation commerciale, ayant le goût de la vente sur le terrain, sachant animer, organiser et gérer une équipe.
- Il aura déjà eu la responsabilité d'un réseau de vente diffusant des produits de haut de gamme.

PARIS - Réf. 2408/A

chef du personnel

SUD-OUEST

- Pour l'usine implantée à Toulouse (400 personnes) de la filiale française d'un groupe international.
- Rattaché au Directeur Général, il sera responsable, dans le cadre d'une très large délégation, de la politique sociale de la fonction administrative et prévisionnelle du personnel, de l'animation interne, de l'information et des relations avec le personnel.
- Le poste requiert un homme de 32 ans minimum, de formation supérieure, ayant acquis impérativement une expérience d'une fonction similaire en usine. Connaissances souhaitées de la convention métallurgique. Anglais courant apprécié.

PARIS - Réf. 2162/A

directeur de la gestion commerciale

PARIS 100 000 F +

- Pour une entreprise spécialisée dans la vente d'articles d'horlogerie importés aux grandes surfaces et grands magasins.
- Il sera le patron d'une cellule autonome, chargée de réorganiser et de gérer, d'animer et de dynamiser les équipes de vente, d'administration des ventes et de service après-vente (30 personnes).
- Le poste requiert un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure de préférence, ayant de l'autorité et le sens de l'organisation, possédant une solide expérience de la vente aux grandes centrales d'achat.

PARIS - Réf. 2320/A

chef comptable

PARIS 100 000 F +

- Pour une entreprise spécialisée dans la réalisation de fondations et travaux particuliers (CA 330 millions - 50 % à l'export - 2 000 personnes).
- Il sera chargé des différentes missions suivantes :
 - Supervision, contrôle, et assistance des services comptables, siège et agences
 - Traitement de l'informatique
 - Contrôle des sociétés en participation
 - Organisation et suivi de la comptabilité de gestion
 - Missions à l'étranger.
- Le poste requiert un homme possédant une formation supérieure, une expérience confirmée acquise en entreprise, et être disponible pour des voyages tous pays.

PARIS - Réf. 2312/B

ingénieurs chefs de contrats

EN ALGERIE ET EN FRANCE

- Pour le Département INGENIERIE du Groupe BOSSARD, 3ème Groupe Français de Conseils en organisation management et développement des Entreprises
- L'ingénierie prend en charge la conception et la réalisation de Bureaux, de Bâtiments industriels ou d'usines et de maisons. Le chef de contrats est chargé du pilotage global des affaires qui lui sont confiées. Il anime une équipe, négocie avec les sous-traitants et il est l'interlocuteur privilégié du client. En tant que coordinateur du contrat il en est aussi le gestionnaire.
- Il est requis : un diplôme d'ingénieur, une expérience minimum de 3 à 5 ans dans une fonction similaire ou proche (B.E., implantations, gros entretien, travaux neufs installation de fluides etc).
- Les salaires, fonction de l'expérience, seront supérieurs à 80 000 F et les séjours en ALGERIE comportent des avantages très substantiels.

PARIS - Réf. 2575/A

Pour toute candidature adresser CV + photo + lettre manuscrite motivée + références à l'Agence concernée en indiquant la référence

Les actions de la Reine Pédauque servaient de gage à deux opérations financières totalement différentes

Entendu sur ce point lors de sa garde à vue, quai des Orfèvres. M. de Varga aurait expliqué : « C'est M. Simoné qui m'avait proposé, l'été dernier, de nous mettre en relation grâce à cet appareil parce qu'il avait contracté un prêt à mon cabinet et que je pouvais avoir besoin de le joindre d'urgence à son bureau ou ailleurs... » Quant à l'inspecteur

MICHEL KAJMAN.

« A propos du meurtre de M. de Broglie, des organes de presse ont indiqué que mon nom avait figuré sur l'acte constitutif d'une certaine société luxembourgeoise dénommée Sodetex. Cette société aurait été créée en juillet 1968 et aurait compté le M. de Broglie parmi ses dirigeants. J'ai donc dû me voir démentir formellement toute participation dans le capital et toute activité dans cette entreprise. Au cas où mon nom aurait fait l'objet d'une utilisation, je me réserve d'y mettre fin par tous moyens appropriés. »

Un client de la Caisse d'épargne de l'Orme (Loire) a été mortellement blessé, mardi matin 4 janvier, par deux malfaiteurs qui venaient de se faire remettre 50 000 F par le caissier. La victime, M. Jean Séon, soixante-deux ans, a été atteinte d'une balle à la tête au moment où les deux hommes ouvraient le feu en prenant la

Enfin, trois autocars se sont heurtés alors qu'ils sortaient de l'usine de Cléon. En raison de la faible vitesse des véhicules, le choc n'a pas été violent. Deux passagers ont néanmoins été blessés.

**donc les prix baissent sur les services
et les objets de tous les jours.**

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

[illegible]

MERCREDI 5 JANVIER

[illegible]

JEUDI 6 JANVIER

[illegible]

1- NYAG: Jacques Rouven, 1944-1945

حکذا من الاجل

RADIO-TÉLÉVISION

Dans le conflit avec les artistes-interprètes

M. Barre rappelle les recommandations de l'Élysée en faveur de la création

M. Raymond Barre, premier ministre, a reçu, mardi 4 janvier, M. Jean-Charles Edeline, le P.D.G. de la S.F.P., qui a joué un rôle de médiateur dans le conflit qui oppose depuis le 18 novembre les syndicats des artistes-interprètes de la radio et de la télévision aux responsables des sociétés de production et des chaînes nationales. M. Jean-Charles Edeline avait fait part au premier ministre de l'état des négociations, interrompues une nouvelle fois le 31 décembre (le Monde du 1^{er} janvier). A l'issue de cette rencontre, M. Raymond Barre a déclaré qu'il souhaitait que soient trouvées des solutions conciliant les intérêts légitimes des artistes-interprètes et les impératifs financiers des sociétés de production de télévision (ceci après la récente assemblée de la redaction). Le premier ministre a rappelé les recommandations données par le président de la République en matière de création, il a confirmé la volonté du gouvernement de voir les sociétés de programmes consacrer dans un délai de trois ans un minimum de 60 % de leurs programmes de fiction à des émissions de fabrication française, l'objectif étant, selon M. Raymond Barre, de donner à la création française un rayonnement international accru.

Propos optimistes alors que la grève des artistes-interprètes vient d'être reconduite jusqu'au 15 janvier et que les personnels des ateliers de post-synchronisation ont décidé de rejoindre le mouvement dès le jeudi 6. De leur côté, les syndicats des réalisateurs de télévision (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.) envisagent de proposer à leurs adhérents des arrêts de travail et se déclarent totalement solidaires de la grève exemplaire menée par les artistes-interprètes. Les responsables du Syndicat français des artistes (C.G.T.) et ceux de l'Union syndicale des artistes (autonome) ont demandé à M. Jean-Charles Edeline une nouvelle entrevue. Ainsi, ce mercredi 5 janvier à 18 heures, pour la troisième fois, les discussions reprendront. Vont-elles aboutir ? Les déclarations du premier ministre pourraient inciter à le croire. — M. L. B.

Les réalisateurs envisagent de se joindre au mouvement

Les présidents des chaînes ont affirmé au micro de France-Inter que la grève des artistes-interprètes de la production de télévision n'est pas leur problème. Ils ont déclaré que les syndicats des artistes-interprètes représentent un volume de créations inférieur de 25 % à celui fabriqué en 1973 par l'O.R.T.F. Et pourtant, les sources globales des six sociétés de télévision issues de l'Office ont augmenté en valeur absolue. Alors les réalisateurs s'interrogent sur le rôle des moyens de la chaîne. Ils protestent contre le nombre grandissant de films diffusés à des heures de grande écoute (cinq cent vingt-quatre en 1976, dont la moitié étaient américains). Ils réclament eux aussi des négociations globales avec les responsables des diverses sociétés de production et de diffusion. La négociation avec l'ensemble des instances patronales est plus difficile, plus compliquée, était récemment M. Edeline, mais les syndicats des artistes-interprètes ont eu raison de vouloir que tout le monde soit présent. M. Edeline sait de quel il parle. Il s'occupe de télévision et de cinéma.

Le Syndicat français des artistes-interprètes organise un gala de soutien à la grève des artistes le lundi 10 janvier 1977, au Châtelet, deux séances auront lieu : l'une à 18 heures, l'autre à 21 heures, avec la participation de Guy Bedos, Juliette Gréco, Mouloudji, Guy Béart, les Frères Jacques, Francis Lemarque, Aron et Evard, Jacques Fabbri, François Périer, Francis Perrin, Serge Reggiani, Yves Simon, Pia Colombo, Daniel Celin, etc. Rens. : 555-55-40.

LA JUSTICE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

Ce sont les ordres

Voici les faits : le 21 août 1941, attentat sur la qual du métro Barthelemy-Rochecrouart. Un officier allemand est tué par un jeune homme, connu plus tard sous le nom de colonel Fabien, qui réussit à s'enfuir sans avoir été identifié. A Vichy, le gouvernement du maréchal Pétain réagit immédiatement, devance les exigences allemandes et met la dernière main. Il n'y manquait qu'une clause rétroactive, à une loi d'exception en préparation depuis plus de dix jours, à la demande du ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu.

Elle prévoit, cette loi, la création de sections spéciales appelées à juger sans instruction préalable, sans circonstances atténuantes, sans recours et sans pourvoi, toute infraction pénale commise « dans l'intention d'activités communistes ou antichrétiennes ». C'était une très nette aggravation du décret Daladier de septembre 1939 interdisant le P.C. à la suite du pacte germano-soviétique. Le texte — on l'a daté du 14 août — paraît au Journal officiel du 24 août.

Reste à constituer le tribunal, à trouver un président qui accepte de se prêter à ce simulacre de justice. Le garde des sceaux, Joseph Barthélemy, n'aura pas grand mal. Si Cornet refuse, Benon accepte et accepte, sans trop de difficultés, ses assesseurs. La machine est en place qui permettra de faire tomber dans la cour de la Santé, le 28 août, jour des funérailles de l'officier assassiné, trois des six têtes exigées par l'occupant en guise de représailles, celles de personnes ou communistes, ou juifs, ou les deux, déjà condamnés à des peines légères allant de quinze mois à cinq ans de prison. Il manquait trois exécutions pour faire le compte. Elles eurent lieu moins d'un mois plus tard. A noter que les Français avaient proposé de dresser la guillotine place de la Concorde; les Allemands s'y étaient opposés, ils n'en demandaient pas tant.

Les faits, les voilà donc, tels que les a rapportés Hervé Villard dans un livre intitulé *Section spéciale*, tels que les a illustrés ensuite Costa-Gavras dans le film présenté mardi aux « Dossiers de l'écran ». Pourquoi ces magistrats se sont-ils associés à un pareil défilé au droit ? Comment ont-ils pu jouer le rôle que leur destinait précieusement les nazis et se discréditer en se livrant ainsi à de

AU SERVICE DU POUVOIR

(Suite de la première page.)

Des juridictions d'exception il y en a eu d'autres, et avant 1941 comme après 1944, pendant la guerre d'Algérie comme aujourd'hui encore, avec la Cour de sûreté de l'Etat, qui n'a pas d'équivalent en Europe. Le juriste qui sommelte au cœur de chaque Français s'accommodant de la circonstance, pourvu qu'elles aillent dans le sens de ses entraînements du moment. Cependant, entre les sections spéciales et telle cour de justice, les hommes qui les tenaient derrière les rideaux de la France populaire, et le disaient, le montraient chaque jour, les conséquences humaines et matérielles de l'occupation nazienne étaient plus lourdes ? Et, à tout le moins, ses conséquences psychologiques et morales moins dramatiques ?

L'affaire comporte une autre lecture. Il y a longtemps que Montesquieu est mort et nous vivons toujours sur la fiction de la séparation et de l'indépendance des pouvoirs, de l'indépendance de la justice.

La justice, comme la police, est un instrument du pouvoir politique en même temps que l'expression d'une certaine société. Quand les convictions de cette société concordent avec la volonté du pouvoir, on trouve des magistrats qui se plient à ses injonctions. Sinon, et surtout s'ils peuvent craindre un retournement de situation, les juges résistent. On l'a vu en 1941-1944, mais aussi en 1945-1947 avec l'épuration, puis pendant la guerre d'Algérie. Et on verra à coup sûr demain, si les circonstances y conduisent, les mêmes causes produire une fois encore les mêmes effets. Mais faut-il s'y résigner ?

Qu'en temps de paix ou moins, la séparation des pouvoirs doit être mieux observée, que le ministère de l'Intérieur n'empêche pas sur celui de la justice, que les juridictions d'exception soient supprimées, que le président de la République soit vraiment, comme l'exige la Constitution, « le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire », bref, que le pays qui passe ou passait pour être celui des droits de l'homme, devienne ou redeviens à jamais celui du droit.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

DES JURIDICTIONS D'EXCEPTION

Les procès ne sont pas tous égaux. Les juridictions de droit commun, et en dehors de ces dernières, on divise toutes les autres, de manière un peu arbitraire, en juridictions spécialisées et en juridictions d'exception. Les juridictions spécialisées sont notamment les conseils de prud'hommes ou les commissions de première instance de la Sécurité sociale, etc. Les juridictions d'exception comportent notamment les tribunaux permanents des forces armées et la Cour de sûreté de l'Etat.

Celle-ci fut créée par une loi du 15 janvier 1963 pour mettre fin aux errements juridiques qu'avaient représentés d'une part le Haut Tribunal militaire, d'autre part la Cour de justice militaire, constituée sous deux accords d'Evian de 1962. Le Haut Tribunal militaire avait été créé par une décision prise en application de l'article 16 de la Constitution pour juger les responsables du pacte d'Alger commis une semaine auparavant. Il fut supprimé par une ordonnance du 25 mai 1962.

Peu de jours après, était créée, le 1^{er} juin, une cour militaire de justice, qui avait pour mission de connaître des actes de l'O.A.S. Cette cour fut jugée illégale le 19 octobre 1962 par un arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1962, qui déclara que, à l'époque, est un très grand retentissement.

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 5 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Téléfilm : « Les Anneaux de Biscuits », d'après G. Simonon, adapté et réalisé par J. Grosjean, avec M. Bouquet, Cl. Jade, B. Dhérans et R. Dubillard.

Attentat par une attaque d'hémiplégie, un quinquagénaire fait, mentalement, le bilan de son existence.

22 h. Documentaire : Le ver dans le fruit, de R. Maillet et H. Knapp, réalisé J.-C. Bergeot.

Un débat sur le progrès peut être une bonne émission de télévision, une enquête sur la vie d'une région de France.

22 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Série policière : Switch, avec R. Wagner. 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est à dire, par J.-M. Cavada (voir Tribunes et débats) 23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma 18 : « Le Premier Voyage », de J. Krier, avec Rufus, P. Viallet, G. Vaur, S. Herbert.

A la mort de sa mère, un berger de quarante ans quitte son village pour la première fois sans savoir encore qu'il trouvera des hommes vivants ailleurs.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. (S.). La musique et les hommes : Hœndes et repère, par G. Mannoury. 21 h. 30. Musique. 22 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct du théâtre des Champs-Élysées. Orchestre national, dir. S. Bouc. 21 h. 30. Concert de 3 pour piano et orchestre au théâtre de la Ville. 22 h. 50. Musique. 23 h. 50. Poésie.

JEUDI 6 JANVIER

M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, répond aux questions de MM. André Delacour, président du Crédit national, André Delacour, vice-président du Conseil national du patronat français, Georges Taylor, président du directoire des automobiles Citroën, Jean Boissonnat (« l'Expansion ») et Emmanuel de La Taille (TF 1) sur TF 1, à 21 h. 20.

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Feuilleton : La famille Cigale, scénario G. Sire, réalisé J. Pignol, avec J. Martini.

Vient avec les salimbanques du septième siècle : les Dames-Lacour, soit quatre générations de comédiens sous le même toit.

21 h. 20. Magazine d'actualité : Edition spéciale (voir ci-dessus).

22 h. 50. Émission musicale : Pablo Casals, par P. Wozniński. 23 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Film : « Cris et Chuchotements », d'I. Bergman (1973), avec H. Anderson, K. Sylwan, I. Thulin, L. Ullmann.

A la fin du dix-neuvième siècle, dans un petit village suédois, une femme se meurt d'un cancer, entourée de ses deux sœurs, à qui son agonie fait peur, et d'un serviteur qui, sous l'aspect d'un ange, tente de la réconforter.

mort dans un film bouleversant et esthétiquement splendide.

22 h. 30. Portrait : Des parts de lumière (René-François Delaisné, prêtre). 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. (R.). Cycle les grandes vedettes féminines du cinéma français : La Sirène du Mississippi, de F. Truffaut (1969), avec C. De neuve, J.-P. Belmondo, M. Bouquet, N. Borgeaud.

Victime d'une escroquerie en mariage, un industriel de la Réunion part à la recherche de l'assassin de sa femme et découvre, à la fin, que celle-ci n'était qu'une passionnée de l'argent.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. (S.). « Mesure pour mesure », de W. Shakespeare, avec A. Du J. Faubert, J. Topart, réalisation C. Roland-Manuel. 22 h. 30. Entretiens avec Claude Clément, par S. Marion. 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concert par l'orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Casadesu. 21 h. 30. Concert de 3 pour piano et orchestre au théâtre de la Ville. 22 h. 50. Musique. 23 h. 50. Poésie.

MERCREDI 5 JANVIER

La Fédération nationale Léo-Lagrange dispose de la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, est le grand témoin du magazine C'est à dire, qui reçoit également le général Buis, président de la Fondation pour

TRIBUNES ET DÉBATS

des études de défense nationale, à propos de « la puissance nucléaire soviétique », et le docteur Claude Clément, directeur du Centre médical Marmottan, sur Antenne 2, à 21 h. 30.

JEUDI 6 JANVIER

Mme Jacqueline Baudrier, P.D.G. de Radio-France, répond

aux questions de Jean-Pierre El-kabbach au cours du « 13-14 » sur France-Inter.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, est l'invité de Pierre Lescure, sur Europe 1, à 18 heures.

L'association Pro Patria dispose de la tribune libre sur FR 3 à 18 h. 40.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

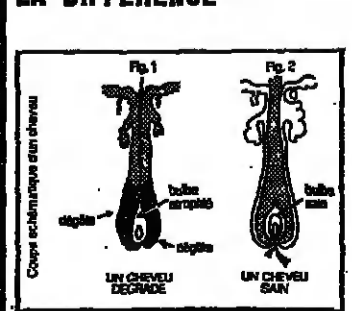
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFÉRENCE



L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous consultera et vous informera de l'état de vos cheveux, sur les po-

ssibilité d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont proposés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h. et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Faidherbe. Tél. 51-24-19.
BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. 46-06-24.
TOULOUSE : 52, rue de la Pomme. Tél. 55-50-54.
METZ : 2/4, rue Chapelle. Tél. 75-50-11.

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans; (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Les films nouveaux

[illegible]

OUS PARLONS, VOUS ECOUTEZ ?
 (Fr.) : L'Égypte (11) (523-52-42).
 A FEMMEUSE FOIS (Fr.) :
 Gaumont (Fr.) (321-33-16).
 (523-33-16).
 parmesse 83, ex (523-70-27).
 Biarritz (Fr.) (524-14-27). Biarritz
 (Fr.) (524-14-27). Marignan 8
 (523-56-32). U.G.C. (Fr.) (523-56-32).
 50-32). Mistrail 146 (523-59-43).
 Clitchey-Patris (11) (523-37-31). Cau-
 seuse 146 (523-56-32).
 Edt (Can. v. québ.). Studio Saint-
 Séverin 5, ex (523-50-81).
 7-0. Studio 146 (523-56-32).
 Landa, 5 (523-72-71).
 ANTALHA, NAISSANCE (Fr.)
 (523-72-71).
 48-18). A 12 h. et 13 h. (Fr.) (523-
 48-18). LUI-MEILLE (Fr.) (523-
 48-18). André (Fr.) (523-48-18).
 48-18). Marala, 4 (278-47-80).
 DANDALO (Fr.) (523-47-80). Biarritz
 (Fr.) (523-47-80).
 GRAT (Fr.) : La Claf, 5 (337-
 11).
 C'ESTAIT (Fr.) :
 U.G.C.-Odéon, 16 (322-71-96).
 CADAVAT AU DESSEIN (Fr.) :
 (Fr.) : Studio de la Contrepartie,
 (325-78-37). v.f. : Paramount-
 Opéra (Fr.) (325-78-37).
 UNE FEMME A SA FEMME (Fr.) :
 Opéra (Fr.) (325-78-37).
 L'ÉLÉPHANT, C'EST TROPME ENO-
 UMENT (Fr.) : Paris, 86 (330-
 33-33).
 (337-25-25). Maxiville, 6 (770-
 72-80). Saint-Ambroise, 126 (700-
 72-80).
 (332-40-13). Pasty, 18 (827-
 18).
 M. MARI, C'EST UN MARI (Fr.) :
 (Fr.) (330-41-13). Ca-
 (Fr.) (330-41-13).
 de Lyon, 26 (343-91-59). U.G.C.-
 Gobelins, 13 (332-04-16). Mira-
 (Fr.) (332-04-16).
 338-95-75).
 VICTOIRE A ENTREE (Fr.) :
 (Fr.) (343-95-75).
 (343-95-75).
 v.f. : Paramount-Mari-
 (Fr.) (343-95-75).
 338-95-75).

13-03) : Paramo
parnasse, 14° (326-22-17)
Mon-Saint-Charles, 15° (

[illegible][illegible]

4 4 4

[illegible]

• • LE MONDE — 6 janvier 1977 — Page 1

en 1976
ANA vous a bouleversé
dans
CRIA CUERVOS

en 1977
ANA
vous fascinera dans
**L'ESPRIT
DE LA
RUCHE**

EL ESPIRITU

DE LA COLMENA

un film de **VÍCTOR ERICE** • avec: **ANA TORRENT** et **ISABEL TELLERÍA**
PRODUCTION : ELIAS QUENEJETA (BARCELONA) • DISTRIBUTION : MK 2 DIFFUSION (PARIS)

T.B.B.
THEATRE DE BOULEGNE BILLANCOUF 603
DIRECTION : J. H. PIERRE GRENIER
Les 4.5.6.7.8. Janvier à 20h.30 et le 9 Janvr. à 15h.30
ROBERT HOSSEIN
dans
LA PUTAIN RESPECTUEUSE
de **HUIS CLOS** de **J.P. SARTRE**
0, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Metro Marcel SEMBAT)
LOCATION au THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

SEE 1 v.o. - SAINT-GERMAIN HUCHETTE v.o. - STYX
 MON HIVE GAUCHE v.o. - GAUMONT LUMIERE - GAUMONT
 ON - FILM SAINT-JACQUES - SAINT-LAZARE PASQUIER
 PIC ENTREPOT - MULTICINE Champigny - GAUMONT Evry

**ECLAT DE RIRE
SERRE LA GORGE
L'EXPRESS
MODÈLE DU GENRE
NOUVELLES LITTÉRAIRES
D'UNE
CONVENTION CONSTANTE
LE MONDE**

**IN-8. OTTORE SCOLA
NINO MANFREDI**

**AFREUX
SALES
ET MECHANTS**

[illegible]

SALLE CLASSE
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI
(L.P.C.A.)

LE STUDIO
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

IL ÉTAIT UNE FOIS
HOLLYWOOD
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

MARAT SADE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

NEXT STOP
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

GREENWICH VILLAGE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

ST. CUSAS
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

LA NUIT AMÉRICAINE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

SANTHALA
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

MAÏSSANCE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

SARTRE PAR SOI-MÊME
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

LA GRANDE ILLUSION
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

FAMILY LIFE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

L'EMPIRE DES SENS
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

LA SOLITUDE
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

DU CHANTEUR DE FROID
MARDI 19
MERCREDI 20
JEUDI 21
VENDREDI 22
SAMEDI 23
DIMANCHE 24

PARAMOUNT Élysées
STUDIO ALPHA
ARLEQUIN mm
PARAMOUNT Gaité
V.O./S.T. Français
MARIVAUX V.F.

ces 14 h - 16 h 35 - 19 h 20 - 22 h 10

CHEF-D'ŒUVRE
Guy Tardieu / L'AURORA
CHEF-D'ŒUVRE
J.-M. Bascos / PARISCOOP
CHEF-D'ŒUVRE
Jean de Bary / LE MONDE
CHEF-D'ŒUVRE
QUOTIDIEN DE PARIS
CHEF-D'ŒUVRE
en-Louis Bory / LE NOUVEL OBSERVATEUR
CHEF-D'ŒUVRE
Nicolas de Reboursy / CINE MAGAZINE
CHEF-D'ŒUVRE
Michael Parez / NOUVELLES LITTÉRAIRES
CHEF-D'ŒUVRE
AGENCE FRANCE-PRESSE
CHEF-D'ŒUVRE
Pierre Bédard / JOURNAL DU DIMANCHE
CHEF-D'ŒUVRE
Michael Mohr / LE FIGARO

10 fois cité

UN FILM DE
AKIRA KUROSAWA

DERSOU
OUZALA

MARIGNAN PATHE (v.o.)
STUDIO MARIGNAN (v.o.)
IMPERIAL PATHE (v.f.)

**UN RIRE FOU,
FOU, FOU,
UN FILM
TOUT PUBLIC**

**DERNIERE
FOLIE
MEL BROOKS**
SILENT MOVIE

**TOUT
PUBLIC**

fox tra

ERMITAGE - REX - DGC OPERA - MISTRAL - BIENVENUE MONTPARNASSE - UGC SORELINS - UGC ODEON
 MAGIC CONVENTION - 3 SECRETAN - 4 LIBERTÉ GARE DE LYON - 3 MOHAT
 cinéphile : STANIS Vassallo - CARMELO Pucillo - ALYIA Argento - MONTMARTRE de l'Europe - ELIX GRAY - GIL. St. Germain - ARTEL Maguel
 EL VIRENO - BELIER Mandant - ARTEL, Henry - FLAMAND Sorcelles - PARADISE Aubrey y/Bate - DGC Cœurdes St. Maurice - NORMANDE Mouton

© 1987 SINOWOOD & ALAN CAHILL productions

★ La catastrophe sévère des Américains...
 ★ L'incroyable histoire des rescapés...
 ★ Ils ont fait ce que vous n'auriez pas osé faire...
 ★ L'aventure des cent hommes de la cage humaine vers la liberté...
 ★ Le film est la réponse vous fascinera !

SURVIVRE

ENCORE DE GÉRARD PHILIP PRODUIT PAR CONTINENTAL FILMS ASSOCIÉS, EN ASSOCIATION AVEC SINOWOOD & ALAN CAHILL PRODUCTIONS

PREMIER ACTE: **GRANDS-AUGUSTINS** (v.o.) - **UGC MARBEUF** (v.o.) - **UGC OPÉRA** (v.f.) - **TEMLIERS** (v.f.)

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

1900

ROBERT DE NIRO GERARD DEPARDIEU
DOMINIQUE SANDA INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

DEUXIÈME ACTE: **ST-GERMAIN VILLAGE** (v.o.) - **UGC MARBEUF** (v.o.) - **CALYPSO** (v.o.) - **TEMLIERS** (v.f.)
UGC OPÉRA (v.f.)

Pour **■** efficaces, double vitrage, glace épaisse **■** survitrage doivent
■ posés parfaitement. **■** installons depuis 15 **■** toujours rapi-
dement. Paris **■** 100 km alentour. **■** gratult. Crédit CETELEM.
SAIRES **■** ter. **■** de Flandre **■** Paris 206-50-13.

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
DE 11 H 45 A 18 H 30 - PARKINGS GRATUITS POUR ■■■■
TROUSSEUX POUR HOMMES
- GENTLEMEN'S OUTFITTERS

CHEMISE

coton.
Blanc, rouille, marine,
beige ou kaki. Col châle
140 F **137,00 F**
forme JUDO
130 F **127,50 F**

MOUCHOIR en coton
fin, blanc, large bordure
en couleur pastel, initiale
à chaud main.
les 6 42 F **41.15 F**

Baisse T.V.A. incluse

A PROPOS DE...

Moins de routine

Désigné par M. Jacques Chirac, le 29 août 1975, pour étudier les moyens d'améliorer la qualité de l'architecture des bâtiments publics, M. Cornuau, chargé de mission au ministère de l'équipement et secrétaire général du Fonds d'aménagement urbain, vient de remettre ses propositions à son premier ministre, M. Raymond Barre. Le secrétaire d'Etat à la culture doit faire une communication à leur sujet lors d'un prochain conseil des ministres.

Or, dans le système actuel, lorsque quelque constructeur est nommé dans la routine, pris entre ses exigences de délais, de travaux et de prix, et amené à travailler à un matériel réalisé d'avance - «grés».

De plus, le fonctionnaire responsable des services constructeurs n'a le plus souvent reçu aucune formation spéciale de maître d'ouvrage. Dans ce contexte, tout pousse ce dernier à «chercher la sécurité et l'absence de critiques dans la reproduction aveugle des solutions constructives».

Sur le plan national, une « mission architecturale collective » sera lancée. Ce service inter-ministériel, chargé de l'entretien du patrimoine architectural, assurera la coordination d'efforts (à la culture), assurera la circulation de l'information et sera chargé de la mise au point de programmes nationaux de recherche, de documentation, de nouvelles, d'organiser les bureaux des architectes. Une conférence nationale pour l'architecture publique - sera organisée en 1985 sur des opérations nationales par l'administration. Ce comité sera présidé par le premier ministre, assorti de recommandations. Enfin, une

**S'inspirant de l'expérience du
paysan-constructeur créé en 1971
pour promouvoir l'habitat
architectural dans le milieu
rural, M. Cormeau**

accueillies par Mme Françoise Giroud, ces propositions doivent cependant être chiffrées. Plusieurs réunions d'orientation ont été prévues ces jours-ci dans cette intention.

MICHELLE CHAMPENOIS.

APRÈS PLUSIEURS MOIS DE NÉGOCIATIONS

Après un accord de négociations, un accord financier est sur le point de conclure entre le ministre de l'équipement et l'A.R.E.A., concessionnaire de la ligne de celle-ci, et plutôt le groupement d'intérêt économique qui gère les sociétés de travaux publics actionnaires de l'A.R.E.A. L'autoroute péage Grenoble-Chambéry-Anney (A 41). Après l'ouverture de la ligne de Megjant-Pontcharra, le groupement d'intérêt économique doit construire, et le coût est évalué à 1200 millions de francs, compris la section des Vires - Pontcharra, que l'A.R.E.A. s'engage à financer pour la moitié. La liaison de l'autoroute blanches vers l'Essentie, la section de Pontcharra vers la Chaux-de-Fort, Chambéry-Chambéry-Anney, sera terminée à la fin de cette année. Pour cela, l'A.R.E.A. va être remboursée par emprunt garanti de 1200 millions de francs (au 850 qu'il demandait). La société trouvera, d'autre part, 170 millions auprès de ses actionnaires (dont 50 en comptes rendus des emprunts) et 15 millions auprès de la contrepartie, la rémunération de l'A.R.E.A. actionnaires, soit 14 millions. D'autre part, une partie des emprunts garantis par l'Etat, l'objet d'une reddance pendant quatorze ans. Enfin, l'Etat va rembourser comme prévu l'A.R.E.A. la ligne Grenoble - Saint-Egrève et l'autoroute de l'Alpe olympiques de 100 millions de francs. En septembre et octobre derniers, deux cinquante des cinquante employés de l'autoroute ont été mis en grève durant quatre semaines occupés par plusieurs reprises des portiers de l'autoroute, en l'insultant et en volant sur leur emploi.

De notre correspondant

[illegible]

normands ont la certitude d'avoir, eux, respecté l'esprit de la réforme régionale. Ils n'ont jamais voulu aller au-delà de la loi, mais ils en ont tiré toutes les possibilités : ils ont toujours été en

Le préfet a obtenu le maximum de facilités permises par la réglementation. Le conseil régional, le 21 janvier, le conseil régional, a voté en faveur de la proposition du préfet et a élu le Comité économique et social, composé de 12 membres, dont 6 élus de la région, ce qui, compte tenu d'un emprunt de 10 millions, nous répond à des recettes fiscales de 30-35 francs par habitant. Mais c'est d'ores et déjà prévu que la région va utiliser une fraction importante qui n'aurait pu être dépensée en 1978. Ainsi, en 1977, le budget total devrait être de plus de 85 millions, soit 34,57 francs par habitant, sans parler autant que des autres des impôts soient augmentés.

Normandie va continuer les grandes politiques régionales déjà commencées : aménagement du territoire (réseau routier, ports, villes, littoral, installations du milieu rural, etc.), développement économique (structures d'accueil, exploitations agricoles, artisanat, moyennes et petites entreprises).

THIERRY BREHIER**Ile-de-France**

■ UN BUDGET DE RIGUEUR POUR LES HAUTS-DE-SEINE. — Le général d'adopter le budget du département pour 1977, par lequel il est prévu un montant de 1 milliard 100 millions de francs, une augmentation de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Le terme de la M. Jacques (R.P.R.), président du général. Le budget de 1977 correspond aux nécessités de l'«austérité» des économies. Le budget de 1977 prévoit 50 % des dépenses affectées à l'action en faveur des catégories les plus démunies. Le général a souligné les préoccupations émus de l'environnement. Le général a souligné les préoccupations émus de l'environnement. Le général a souligné les préoccupations émus de l'environnement.

Transport

■ L'ACCIDENT DE NOIRETABLE. — Le 25 septembre 1980, à 14 h 15, un Airbus A300B4-6, immatriculé F-BTSC, s'est écrasé dans la forêt de Noiretablé, à 15 km de Dôme, dans la région de la Haute-Loire. L'appareil, appartenant à la compagnie Air Inter, effectuait un vol régulier de Nantes à Paris. Les deux pilotes, âgés de 42 et 45 ans, ont été tués. L'enquête est confiée à la commission d'enquête de l'aviation civile. Le Syndicat national des pilotes de ligne a demandé une contre-expertise après que l'enquête ordonnée par le ministre des transports eut permis de constater que le pilote n'était pas seul.

[illegible]

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

2 CHEFS DES VENTES

- L'UN BASE DANS LE QUERCY PERIGORD M
placé à la tête d'une équipe dynamique, sa mission sera définie ainsi :
 - Animation psychologique et pratique des représentants en province
 - de l'évolution des produits et des concurrents,
 - Création d'un jour permanente des argumentaires
 - Consolidation de la clientèle des nouveaux marchés.
- L'AUTRE A PARIS (référence M 2)
les objectifs suivants seront :
 - 1) Animation du réseau au sein d'un département existant.
 - a) Home Service (vente particulière). Ce sera ses qualités d'animateur. Il devra la charge d'assurer la relance et le suivi d'une clientèle contract ;
 - b) Coordination de l'activité commerciale entre le département «Home Service» et les points de vente des produits surgelés approvisionnés par cette Société ;
 - 2) La mise en route des deux réseaux :
 - a) Vers les administrations (administrations, cantines, restaurants - entreprise...).
 - b) aux grandes surfaces.

Ces postes, comportant un fixe et intéressement, ne pourront être occupés que des personnes dont les expériences ont fait connaître ces vendeurs comme premier choix.

C.V. photo précisant la référence du poste sollicité,
F.M.P. - 89, rue de Provence, 75009 Paris. - Réponses et discrétion assurées.

OFFRES D'EMPLOI	Le 5 jan	Le 12 jan
"Placards encadrés" 11 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	0,05	0,13
REPRODUCTION INTERDITE	70,00	81,73

LE MONDE	Le 5 jan	Le 12 jan
"Placards encadrés" 11 col. et + (la ligne colonne)	28,00	32,68
DEMANDES D'EMPLOI	0,05	0,13
REPRODUCTION INTERDITE	28,00	32,68

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

GENERAL ELECTRIC
recherche pour ALGERIE
INTERPRETES FRANCAIS-ANGLAIS
- DUREE DE L'ENGAGEMENT : 1 an, débutant février 1977.
- LIEU : ALGERIE (Algérie).
- QUALIFICATIONS : Licence Sciences Appliquées ou équivalent.
- Conditions de logement et salaire : à négocier.
TEL : 225-32-32
SERVICE DU PERSONNEL pour renseignements
pour : 11-11-77.

ORGANISME PUBLIC
INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT
DOCTEUR EN DROIT
(DOCTORAT D'ETAT)
- 30 ans minimum
- ayant une très bonne connaissance en Droit administratif et en Droit des collectivités.
- Intégrer une équipe d'ingénieurs, il sera responsable des affaires juridiques du domaine de l'environnement.
Adressez CV sous référence 3001 à :
GEDEV SELECTION
10, rue de Wagram 75017 PARIS

Important Laboratoire de Recherche en Algérie, 1971 à PARIS, recherche pour son service "Informations Scientifiques".
UN SPECIALISTE DE HARDWARE
- Etre au niveau universitaire (docteur).
- Avoir une expérience au moins de deux ans dans le domaine du calcul scientifique.
- Avoir participé ou conduit le lancement d'applications informatiques dans la recherche scientifique.
- Avoir une expérience de la programmation en langage Fortran ou Cobol sur un ordinateur type IBM 360 ou 370.
- Avoir une expérience dans la mise au point et/ou de maintenance d'un système de données.
Adressez CV à : TROUBAUD, B.P. 240, 75004 PARIS
TEL : 13 - ou sous référence 418.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE
recherche dans l'industrie chimique et pharmaceutique des candidats pour son département EXPORT A PARIS
UN ASSISTANT DYNAMIQUE ET ENTHOUSIASTE
De langue maternelle anglaise, technique, possédant permis conduire, diplôme O.M. horaire à 15 heures.
Adressez CV, photo, sous le n° 8888 à : B.L.E.D., 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ FIBRO FRANCE
SPECIALISME EN : MECANIQUE APPAREILS AERONAUTIQUES, NORMALES
UN INGENIEUR
OU FORMATION EQUIVALENTE
pour assurer la responsabilité du service technique et service technique du Nord de la France. Pile + voiture + intéressantes + frais.
Adressez CV, photo, sous le n° 8888 à : FIBRO FRANCE, 44, rue de la Marne, 75020 PARIS.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON
recherche pour son
DEPARTEMENT PHYSIQUE
2 CHEFS DE PRODUITS
1) MONOCHROMATEUR
2) MICROSCOPE
* Baccalauréat ou équivalent en physique.
* Connaissance de l'anglais parlé exigée.
* Alternance appréciée.
* Les postes requièrent des hommes dynamiques, efficaces, ayant la promotion et le développement d'une gamme de produits de classe internationale.
Adressez CV et photo récente à M. DER AGOBIAN
Jobin-Yvon
16-18, rue du Canal, 75012 PARIS

etap
IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - FILIALE ETIENNE PUISANT - LYON - CREER POSTE DE
DIRECTEUR DE MARKETING
RATTACHE AU DIRECTEUR GENERAL, IL AURA UN RÔLE DE CONCEPTION ET D'ANIMATION :
- Elaboration de la politique et de la stratégie commerciale FRANCE et exportation (la société réalise plusieurs types de matériels destinés à des marchés différents).
- Développement de la société vers des secteurs nouveaux :
- Automobile, supra-sonique, etc.
- Poste de PREMIER PLAN POUR candidat, H.E.C., 30 ans, expérience en marketing, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'anglais étrangère souhaitée.
ORDRE DE GRANDEUR DE REMUNERATION 150.000 F +
Ecrire sous référence 32 383 CM.

UN DES PREMIERS GROUPE CHIMIQUES FRANÇAIS REALISANT UNE IMPORTANTE USINE RECHERCHE UN CANDIDAT DE VALEUR POUR CREER LE POSTE DE
CHEF DES SERVICES DU PERSONNEL
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de personnel et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE HAUTE RENOMMEE AU PLAN NATIONAL ET INTERNATIONAL - SIEGE PARIS
recherche dans le domaine de la POLITIQUE AFFAIRES SOCIALES ET GESTION PREVISIONNELLE DU PERSONNEL
JEUNES SC. PO-ESSEC...
- Etre au niveau universitaire (docteur).
- Avoir une expérience au moins de deux ans dans le domaine du calcul scientifique.
- Avoir participé ou conduit le lancement d'applications informatiques dans la recherche scientifique.
- Avoir une expérience de la programmation en langage Fortran ou Cobol sur un ordinateur type IBM 360 ou 370.
- Avoir une expérience dans la mise au point et/ou de maintenance d'un système de données.
Adressez CV à : TROUBAUD, B.P. 240, 75004 PARIS
TEL : 13 - ou sous référence 418.

STÉ INDUSTRIELLE
Une importante Société d'effluents industriels
JEUNE JURISTE
de formation universitaire, diplômée de la Faculté de Droit, ayant une expérience de 2 ans minimum dans le domaine du droit des affaires, pour réaliser, après une période de formation, des missions de conseil et de gestion.
Adressez CV, photo, sous le n° 8888 à : B.L.E.D., 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

ASSISTANT DU PERSONNEL
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de personnel et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - FILIALE ETIENNE PUISANT - LYON - CREER POSTE DE
DIRECTEUR USINE
Grande ville province.
IL FAUT ÊTRE POSTE IMPORTANT QUI PEUT CONVENIR A UN DE HAUT NIVEAU
- Etre au niveau universitaire (docteur).
- Avoir une expérience au moins de deux ans dans le domaine du calcul scientifique.
- Avoir participé ou conduit le lancement d'applications informatiques dans la recherche scientifique.
- Avoir une expérience de la programmation en langage Fortran ou Cobol sur un ordinateur type IBM 360 ou 370.
- Avoir une expérience dans la mise au point et/ou de maintenance d'un système de données.
Adressez CV à : TROUBAUD, B.P. 240, 75004 PARIS
TEL : 13 - ou sous référence 418.

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES - BRANCHE EMBALLAGE C.A. 100 MILLIONS - TRES FORTE EXPANSION - 70 KM SUD-OUEST PARIS
CHEF DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de département commercial et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

TRES IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS - RECHERCHE POUR SES USINES DE LORRAINE (2.500 PERSONNES)
INGENIEUR ADJOINT AU CHEF DE SERVICE FORMATION
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de service formation et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

etap
4 rue Massenet 75016 PARIS
discrétion absolue

CHARGE D'ETUDES
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de service études et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

PARIS-P
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de service études et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

SOCIÉTÉ MOYENNE : Basile EST de Paris 2 Unies (150 personnes) Activité Industrielle Mécanique
JEUNE INGENIEUR ARTS ET MÉTIERS
et/ou grande école équivalente, ayant 3 ans d'expérience des problèmes de fabrication et/ou de méthodes et logistique.
- Etre au niveau universitaire (docteur).
- Avoir une expérience au moins de deux ans dans le domaine du calcul scientifique.
- Avoir participé ou conduit le lancement d'applications informatiques dans la recherche scientifique.
- Avoir une expérience de la programmation en langage Fortran ou Cobol sur un ordinateur type IBM 360 ou 370.
- Avoir une expérience dans la mise au point et/ou de maintenance d'un système de données.
Adressez CV à : TROUBAUD, B.P. 240, 75004 PARIS
TEL : 13 - ou sous référence 418.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE pour
AFRIQUE FRANCOPHONE
CHEF COMPTABLE
- Poste à créer à un niveau supérieur, ayant une expérience de 10 ans minimum dans les fonctions de chef de service comptable et de gestion des ressources humaines. Il devra également avoir une expérience de la production, de la gestion, de la gestion des ressources humaines.
- Poste très intéressant pour un candidat capable de promouvoir une gestion moderne du personnel.
- Poste : Grande ville NOIR DE FRANCE.
Ecrire sous référence 317 384 CM.

Geol intéressé un spécialiste des Petites Annonces
Nous offrons une excellente opportunité dans un groupe de support importants à un candidat de 35 ans maximum, possédant une expérience adéquate et ayant été dans une agence de petites annonces, soit dans un grand support, et maîtrisant parfaitement le phénomenon des petites annonces. Il aura à gérer et à développer un réseau d'affaires de plus de 40 millions.
Adressez CV, photo et présentations sous référence 3001 à :
M. DENTIS, sous la référence M.G. 186
20, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES
désireuse de développer ses implantations pour PARIS et REGION PARISIENNE, SAINT-DENIS, NOIR, OUEST, SUD
ATTACHÉS COMMERCIAUX
- 4-5 ans d'expérience dans la vente en milieu industriel de biens d'équipement, matériels de bureau ou services.
Adressez CV, photo et présentations sous le n° 8888 à : B.L.E.D., 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Important groupe de
pour le département des
FILIALES ÉTRANGÈRES
CONTROLEUR DE GESTION
Sup. de Co., 28520, débutant ou 1 à 3 ans d'expérience. Pratique courante de l'anglais et de l'allemand.
30 % environ de son temps sera consacré aux déplacements à l'étranger.
ANGLAIS - ALLEMAND - ITALIEN
Adressez CV, photo et présentations sous le n° 8888 à : B.L.E.D., 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE RÉGION ORSAY
pour faire face à son développement
UN RESPONSABLE COMPTABLE
- NIVEAU D.E.C.S.
- EXPÉRIENCE MINIMUM 4 à 5 ans
- CONNAISSANCES EN COMPTABILITÉ ANALYTIQUE souhaitées ;
- ANGLAIS APPRÉHENDÉ.
Rémunération : 55.000 F. Adressez CV, manuscrit photo et présentations à :
M. BOUTELOT - C.E.S., 5, RUE DE PRONY, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARC MONCAU
recherche
COLLABORATEUR ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ayant expérience professionnelle de 1 à 2 ans. Adressez CV, manuscrit, photo et présentations à :
Mme KERNER - C.E.S., 5, r. de Prony, 75017 PARIS.

[illegible]

5021

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 JANVIER

Vif redressement

Les valeurs françaises se sont très nettement redressées ce mardi à la Bourse de Paris, où la baisse de la veille a été totalement effacée et même au-delà.

A 13 heures, l'indice Michelin était en hausse de plus de 1 %, et en clôture une centaine de titres avaient progressé dans des proportions assez sensibles.

L'attention des opérateurs s'est principalement concentrée sur les établissements de crédit (Crédit de France + 7 %, S.C.F. + 5 %), où la cotation du Crédit foncier immobilier a même été retardée en raison de l'abondance de la demande ; la construction électrique, les magasins, la métallurgie, les pétroles ont également progressé.

Une vingtaine de baisses ont encore été relevées, mais la plupart d'entre elles sont restées très limitées (Ségur - 2,5 %, Cofidis - 2,5 %, Frantime - 2 %).

Deux éléments ont particulièrement impressionné les opérateurs : 1) le discours télévisé du premier ministre, qui a redonné foi dans la réussite des plans anti-inflation ; 2) la baisse du dollar qui s'est poursuivie sur les marchés des changes et pourrait, si elle continuait, abaisser sensiblement la facture pétrolière de la France.

C'est d'ailleurs ce qui explique, en partie, la meilleure tenue des titres de l'industrie lourde, grande consommatrice d'énergie.

Aux valeurs étrangères l'effacement de Wall Street et la baisse de la monnaie américaine se sont conjugués et ont provoqué un léger recul des américaines. Les allemandes étaient, par contre, plus fermes, les suisses et les hollandaises ont été assez fragiles.

Sur le marché de l'or, en revanche, l'entrée en vigueur de la taxe de 4 % sur les lingots affecte de plus en plus le déboullement des transactions, dont le volume a encore baissé, tombant à 2,75 millions de francs contre 3,08 millions la veille. Avec 75 kilos échangés, seulement, le lingot a progressé de 250 F à 280 F et le napoléon de 125 F à 130 F.

LONDRES

Hésitant

Le marché se montre plutôt hésitant mercredi à l'ouverture. Toutefois, après un tassement initial, les industriels se redressent un peu pour se retrouver à leurs niveaux de la veille. Irrégularité des mines d'or. Tendance soutenue aux Fonds d'Etat. Recul des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 125 70

VALEURS	Cours	Clôture	N°
100 L. 3 1/2 %	25 3/4	25 15/16	
100 L. 4 %	26 1/2	26 1/2	
100 L. 4 1/2 %	27 1/2	27 1/2	
100 L. 5 %	28 1/2	28 1/2	
100 L. 5 1/2 %	29 1/2	29 1/2	
100 L. 6 %	30 1/2	30 1/2	
100 L. 6 1/2 %	31 1/2	31 1/2	
100 L. 7 %	32 1/2	32 1/2	
100 L. 7 1/2 %	33 1/2	33 1/2	
100 L. 8 %	34 1/2	34 1/2	
100 L. 8 1/2 %	35 1/2	35 1/2	
100 L. 9 %	36 1/2	36 1/2	
100 L. 9 1/2 %	37 1/2	37 1/2	
100 L. 10 %	38 1/2	38 1/2	
100 L. 10 1/2 %	39 1/2	39 1/2	
100 L. 11 %	40 1/2	40 1/2	
100 L. 11 1/2 %	41 1/2	41 1/2	
100 L. 12 %	42 1/2	42 1/2	
100 L. 12 1/2 %	43 1/2	43 1/2	
100 L. 13 %	44 1/2	44 1/2	
100 L. 13 1/2 %	45 1/2	45 1/2	
100 L. 14 %	46 1/2	46 1/2	
100 L. 14 1/2 %	47 1/2	47 1/2	
100 L. 15 %	48 1/2	48 1/2	
100 L. 15 1/2 %	49 1/2	49 1/2	
100 L. 16 %	50 1/2	50 1/2	
100 L. 16 1/2 %	51 1/2	51 1/2	
100 L. 17 %	52 1/2	52 1/2	
100 L. 17 1/2 %	53 1/2	53 1/2	
100 L. 18 %	54 1/2	54 1/2	
100 L. 18 1/2 %	55 1/2	55 1/2	
100 L. 19 %	56 1/2	56 1/2	
100 L. 19 1/2 %	57 1/2	57 1/2	
100 L. 20 %	58 1/2	58 1/2	
100 L. 20 1/2 %	59 1/2	59 1/2	
100 L. 21 %	60 1/2	60 1/2	
100 L. 21 1/2 %	61 1/2	61 1/2	
100 L. 22 %	62 1/2	62 1/2	
100 L. 22 1/2 %	63 1/2	63 1/2	
100 L. 23 %	64 1/2	64 1/2	
100 L. 23 1/2 %	65 1/2	65 1/2	
100 L. 24 %	66 1/2	66 1/2	
100 L. 24 1/2 %	67 1/2	67 1/2	
100 L. 25 %	68 1/2	68 1/2	
100 L. 25 1/2 %	69 1/2	69 1/2	
100 L. 26 %	70 1/2	70 1/2	
100 L. 26 1/2 %	71 1/2	71 1/2	
100 L. 27 %	72 1/2	72 1/2	
100 L. 27 1/2 %	73 1/2	73 1/2	
100 L. 28 %	74 1/2	74 1/2	
100 L. 28 1/2 %	75 1/2	75 1/2	
100 L. 29 %	76 1/2	76 1/2	
100 L. 29 1/2 %	77 1/2	77 1/2	
100 L. 30 %	78 1/2	78 1/2	
100 L. 30 1/2 %	79 1/2	79 1/2	
100 L. 31 %	80 1/2	80 1/2	
100 L. 31 1/2 %	81 1/2	81 1/2	
100 L. 32 %	82 1/2	82 1/2	
100 L. 32 1/2 %	83 1/2	83 1/2	
100 L. 33 %	84 1/2	84 1/2	
100 L. 33 1/2 %	85 1/2	85 1/2	
100 L. 34 %	86 1/2	86 1/2	
100 L. 34 1/2 %	87 1/2	87 1/2	
100 L. 35 %	88 1/2	88 1/2	
100 L. 35 1/2 %	89 1/2	89 1/2	
100 L. 36 %	90 1/2	90 1/2	
100 L. 36 1/2 %	91 1/2	91 1/2	
100 L. 37 %	92 1/2	92 1/2	
100 L. 37 1/2 %	93 1/2	93 1/2	
100 L. 38 %	94 1/2	94 1/2	
100 L. 38 1/2 %	95 1/2	95 1/2	
100 L. 39 %	96 1/2	96 1/2	
100 L. 39 1/2 %	97 1/2	97 1/2	
100 L. 40 %	98 1/2	98 1/2	
100 L. 40 1/2 %	99 1/2	99 1/2	
100 L. 41 %	100 1/2	100 1/2	
100 L. 41 1/2 %	101 1/2	101 1/2	
100 L. 42 %	102 1/2	102 1/2	
100 L. 42 1/2 %	103 1/2	103 1/2	
100 L. 43 %	104 1/2	104 1/2	
100 L. 43 1/2 %	105 1/2	105 1/2	
100 L. 44 %	106 1/2	106 1/2	
100 L. 44 1/2 %	107 1/2	107 1/2	
100 L. 45 %	108 1/2	108 1/2	
100 L. 45 1/2 %	109 1/2	109 1/2	
100 L. 46 %	110 1/2	110 1/2	
100 L. 46 1/2 %	111 1/2	111 1/2	
100 L. 47 %	112 1/2	112 1/2	
100 L. 47 1/2 %	113 1/2	113 1/2	
100 L. 48 %	114 1/2	114 1/2	
100 L. 48 1/2 %	115 1/2	115 1/2	
100 L. 49 %	116 1/2	116 1/2	
100 L. 49 1/2 %	117 1/2	117 1/2	
100 L. 50 %	118 1/2	118 1/2	
100 L. 50 1/2 %	119 1/2	119 1/2	
100 L. 51 %	120 1/2	120 1/2	
100 L. 51 1/2 %	121 1/2	121 1/2	
100 L. 52 %	122 1/2	122 1/2	
100 L. 52 1/2 %	123 1/2	123 1/2	
100 L. 53 %	124 1/2	124 1/2	
100 L. 53 1/2 %	125 1/2	125 1/2	
100 L. 54 %	126 1/2	126 1/2	
100 L. 54 1/2 %	127 1/2	127 1/2	
100 L. 55 %	128 1/2	128 1/2	
100 L. 55 1/2 %	129 1/2	129 1/2	
100 L. 56 %	130 1/2	130 1/2	
100 L. 56 1/2 %	131 1/2	131 1/2	
100 L. 57 %	132 1/2	132 1/2	
100 L. 57 1/2 %	133 1/2	133 1/2	
100 L. 58 %	134 1/2	134 1/2	
100 L. 58 1/2 %	135 1/2	135 1/2	
100 L. 59 %	136 1/2	136 1/2	
100 L. 59 1/2 %	137 1/2	137 1/2	
100 L. 60 %	138 1/2	138 1/2	
100 L. 60 1/2 %	139 1/2	139 1/2	
100 L. 61 %	140 1/2	140 1/2	
100 L. 61 1/2 %	141 1/2	141 1/2	
100 L. 62 %	142 1/2	142 1/2	
100 L. 62 1/2 %	143 1/2	143 1/2	
100 L. 63 %	144 1/2	144 1/2	
100 L. 63 1/2 %	145 1/2	145 1/2	
100 L. 64 %	146 1/2	146 1/2	
100 L. 64 1/2 %	147 1/2	147 1/2	
100 L. 65 %	148 1/2	148 1/2	
100 L. 65 1/2 %	149 1/2	149 1/2	
100 L. 66 %	150 1/2	150 1/2	
100 L. 66 1/2 %	151 1/2	151 1/2	
100 L. 67 %	152 1/2	152 1/2	
100 L. 67 1/2 %	153 1/2	153 1/2	
100 L. 68 %	154 1/2	154 1/2	
100 L. 68 1/2 %	155 1/2	155 1/2	
100 L. 69 %	156 1/2	156 1/2	
100 L. 69 1/2 %	157 1/2	157 1/2	
100 L. 70 %	158 1/2	158 1/2	
100 L. 70 1/2 %	159 1/2	159 1/2	
100 L. 71 %	160 1/2	160 1/2	
100 L. 71 1/2 %	161 1/2	161 1/2	
100 L. 72 %	162 1/2	162 1/2	
100 L. 72 1/2 %	163 1/2	163 1/2	
100 L. 73 %	164 1/2	164 1/2	
100 L. 73 1/2 %	165 1/2	165 1/2	
100 L. 74 %	166 1/2	166 1/2	
100 L. 74 1/2 %	167 1/2	167 1/2	
100 L. 75 %	168 1/2	168 1/2	
100 L. 75 1/2 %	169 1/2	169 1/2	
100 L. 76 %	170 1/2	170 1/2	
100 L. 76 1/2 %	171 1/2	171 1/2	
100 L. 77 %	172 1/2	172 1/2	
100 L. 77 1/2 %	173 1/2	173 1/2	
100 L. 78 %	174 1/2	174 1/2	
100 L. 78 1/2 %	175 1/2	175 1/2	
100 L. 79 %	176 1/2	176 1/2	
100 L. 79 1/2 %	177 1/2	177 1/2	
100 L. 80 %	178 1/2	178 1/2	
100 L. 80 1/2 %	179 1/2	179 1/2	
100 L. 81 %	180 1/2	180 1/2	
100 L. 81 1/2 %	181 1/2	181 1/2	
100 L. 82 %	182 1/2	182 1/2	
100 L. 82 1/2 %	183 1/2	183 1/2	
100 L. 83 %	184 1/2	184 1/2	
100 L. 83 1/2 %	185 1/2	185 1/2	
100 L. 84 %	186 1/2	186 1/2	
100 L. 84 1/2 %	187 1/2	187 1/2	
100 L. 85 %	188 1/2	188 1/2	
100 L. 85 1/2 %	189 1/2	189 1/2	
100 L. 86 %	190 1/2	190 1/2	
100 L. 86 1/2 %	191 1/2	191 1/2	
100 L. 87 %	192 1/2	192 1/2	
100 L. 87 1/2 %	193 1/2	193 1/2	
100 L. 88 %	194 1/2	194 1/2	
100 L. 88 1/2 %	195 1/2	195 1/2	
100 L. 89 %	196 1/2	196 1/2	
100 L. 89 1/2 %	197 1/2	197 1/2	
100 L. 90 %	198 1/2	198 1/2	
100 L. 90 1/2 %	199 1/2	199 1/2	
100 L. 91 %	200 1/2	200 1/2	
100 L. 91 1/2 %	201 1/2	201 1/2	
100 L. 92 %	202 1/2	202 1/2	
100 L. 92 1/2 %	203 1/2	203 1/2	
100 L. 93 %	204 1/2	204 1/2	
100 L. 93 1/2 %	205 1/2	205 1/2	
100 L. 94 %	206 1/2	206 1/2	
100 L. 94 1/2 %	207 1/2	207 1/2	
100 L. 95 %	208 1/2	208 1/2	
100 L. 95 1/2 %	209 1/2	209 1/2	
100 L. 96 %	210 1/2	210 1/2	
100 L. 96 1/2 %	211 1/2	211 1/2	
100 L. 97 %	212 1/2	212 1/2	
100 L. 97 1/2 %	213 1/2	213 1/2	
100 L. 98 %	214 1/2	214 1/2	
100 L. 98 1/2 %	215 1/2	215 1/2	
100 L. 99 %	216 1/2	216 1/2	
100 L. 99 1/2 %	217 1/2	217 1/2	
100 L. 100 %	218 1/2	218 1/2	
100 L. 100 1/2 %	219 1/2	219 1/2	
100 L. 101 %	220 1/2	220 1/2	
100 L. 101 1/2 %	221 1/2	221 1/2	
100 L. 102 %	222 1/2	222 1/2	
100 L. 102 1/2 %	223 1/2	223 1/2	
100 L. 103 %	224 1/2	224 1/2	
100 L. 103 1/2 %	225 1/2	225 1/2	
100 L. 104 %	226 1/2	226 1/2	
100 L. 104 1/2 %	227 1/2	227 1/2	
100 L. 105 %	228 1/2	228 1/2	
100 L. 105 1/2 %	229 1/2	229 1/2	
100 L. 106 %	230 1/2	230 1/2	
100 L. 106 1/2 %	231 1/2	231 1/2	
100 L. 107 %	232 1/2	232 1/2	
100 L. 107 1/2 %	233 1/2	233 1/2	
100 L. 108 %	234 1/2	234 1/2	
100 L. 108 1/2 %	235 1/2	235 1/2	
100 L. 109 %	236 1/2	236 1/2	
100 L. 109 1/2 %	237 1/2	237 1/2	
100 L. 110 %	238 1/2	238 1/2	
100 L. 110 1/2 %	239 1/2	239 1/2	
100 L. 111 %	240 1/2	240 1/2	
100 L. 111 1/2 %	241 1/2	241 1/2	
100 L. 112 %	242 1/2	242 1/2	
100 L. 112 1/2 %	243 1/2	243 1/2	
100 L. 113 %	244 1/2	244 1/2	
100 L. 113 1/2 %	245 1/2	245 1/2	
100 L. 114 %	246 1/2	246 1/2	
100 L. 114 1/2 %	247 1/2	247 1/2	
100 L. 115 %	248 1/2	248 1/2	
100 L. 115 1/2 %	249 1/2	249 1/2	
100 L. 116 %	250 1/2	250 1/2	
100 L. 116 1/2 %	251 1/2	251 1/2	
100 L. 117 %	252 1/2	252 1/2	
100 L. 117 1/2 %	253 1/2	253 1/2	
100 L. 118 %	254 1/2	254 1/2	
100 L. 118 1/2 %	255 1/2	255 1/2	
100 L. 119 %	256 1/2	256 1/2	
100 L. 119 1/2 %	257 1/2	257 1/2	
100 L. 120 %	258 1/2	258 1/2	
100 L. 120 1/2 %	259 1/2	259 1/2	
100 L. 121 %	260 1/2	260 1/2	
100 L. 121 1/2 %	261 1/2	261 1/2	
100 L. 122 %	262 1/2	262 1/2	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHES-ORIENT
 - ÉGYPTÉ : le séjour de M. Bourges au Caire.
- 2-3. AFRIQUE
 - LA CRISTE AU SAHARA OCCIDENTAL : de violents accrochages ont opposé l'armée mauritanienne au Polisario.
3. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : les groupes du Congrès ont désigné leurs leaders.
3. ASIE
 - CHINE : Pékin et Dacca ont signé leur premier accord de coopération.
4. EUROPE
 - U.R.S.S. : M. Corvelon souhaite une union conjuguée de la gauche et de la démocratie chrétienne au Chili.
5. ENQUÊTE
 - « Armes en tous genres » (III), par Maurice Denzière.
5. PRESSE
- 6-7. POLITIQUE
 - Une lettre de M. Giscard d'Estaing aux maires de France.
 - La préparation des élections municipales.
8. JUSTICE
 - Prières pour un hold-up.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- PAGES 11 A 16
- DANSE : l'école des petits rats de l'Opéra.
 - EXPOSITION : la donation Thomas-Henry.
 - CINÉMA : les combats d'un producteur espagnol ; la première film de Patricia Moras.
 - THÉÂTRE : « Le Misanthrope » au théâtre national de Strasbourg.
 - BRASSERIE : le point de vue de Georges Brassens (P.S.).
 - ACTION CULTURELLE : les moineaux de J. Dragutin (Roubaix) et B. Moulard (La Rochelle).

19. RELIGION

- L'abbé Tellec est nommé à Saint-Bernard de Montperron.

20. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- CIRCULATION : l'Etat va garantir 650 millions d'impôt pour les autoroutes alpines.

25-26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- La baisse du taux de la T.V.A. sur certains produits et services.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (9)
- Annonce électorale (21 à 24) ;
 - Aujourd'hui (10) ;
 - Journal officiel (10) ;
 - Méditerranée (10) ;
 - Mots croisés (10) ;
 - Bourges (27).

LE SÉISME DU 28 JUILLET AURA TUÉ EN CHINE PLUS DE SIX CENT MILLE PERSONNES

Selon un journal de Hong-Kong, le South China Morning Post, le tremblement de terre qui a frappé le nord-est de la Chine le 28 juillet 1976 aurait tué plus de six cent cinquante mille personnes. Plus de sept cent mille blessés (dont soixante-dix-neuf mille grièvement) auraient été dénombrés. Le journal de Hong-Kong aurait extrait ces chiffres d'un document chinois officiel (mais secret) qui lui serait parvenu d'après un correspondant venu clandestinement. Rappelons que les autorités de Pékin ne publient jamais les chiffres des victimes après les catastrophes sismiques.

NOUVELLES BRÈVES

● Trente-cinquième jour de grève de la faim pour un insoumis. — Arrêté le 1^{er} décembre à Metz, un insoumis, M. François Malchrowski, a été incarcéré à la maison d'arrêt. Il observe depuis trente-cinq jours une grève de la faim, cela pour protester contre son incarcération et réclamer un « véritable statut de l'objection de conscience ».

● Le double crime de Limoges : une victime identifiée. L'un des hommes tués à coups de pistolet et décapités dans une voiture volée près de Limoges le 31 décembre (le Monde daté 2-3 janvier) a été identifié : il s'agit de M. Jean-François Langlois, trente et un ans, un coureur en viandes habitant à Neully-sur-

Marne (Seine-Saint-Denis). Il a été reconnu par son épouse ; celle-ci pense que la seconde victime pourrait être un de ses amis qui travaillait avec lui aux halles de Rungis.

● L'International Herald Tribune, quotidien de langue anglaise, composé à Paris, est transmis en fait de remplissage les feuilles d'assurance-maladie. Lors de la grève nationale d'avertissement des médecins de la C.S.M.F., le 22 décembre, M. Mendès, président de ce syndicat, avait rappelé que son assemblée générale l'avait mandaté pour donner le « feu vert » à cette nouvelle escalade dans le conflit médecin-sécurité sociale en cas de sanctions.

Le quotidien Rouge adoptera à son tour la transmission par facsimilé à destination du Muyl.

L'ABSENTÉISME DES ENSEIGNANTS

Le ministère demande la suppression des stages de formation pédagogique au mois de janvier

Le ministère de l'éducation vient de demander aux recteurs d'enseignants et les journées pédagogiques prévues pour janvier. Cette décision se fonde sur la nécessité de ne pas accroître les conséquences de l'absentéisme, surtout net en hiver.

Le ministère a rendu public le 31 décembre 1976 aux recteurs d'académie : « Compte tenu des nécessités d'assurer le fonctionnement normal des classes et d'utiliser en priorité les moyens de suppléance pour le remplacement des maîtres en congé de maladie durant cette période d'hiver, je vous prie de prendre en compte la suppression des stages de formation en janvier pour les stagiaires de l'éducation manuelle ou technique, ou autres stages longs ou courts ». Cette décision est prise en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1976 et des particuliers actuellement à l'étude.

Pour expliquer cette décision, le ministère ajoute dans un communiqué que « la période d'hiver pose à l'administration de l'éducation, aux maîtres et aux familles un problème très difficile : celui du remplacement des enseignants absents pour raison de santé ». Mais il ne fournit qu'un seul exemple, celui du département du Rhône, considéré comme représentatif. Après avoir constaté que le nombre des malades en congé de maladie supérieur à une semaine a augmenté de 50 % au deuxième trimestre de l'année scolaire 1976-1977, le communiqué précise : « Au total, le département du Rhône a enregistré 1 500 jours de plus de cinq cents maîtres absents de leur classe pour cause de maladie ou de maternité (sur

un total de 6 950). Pour assurer le remplacement, le Rhône a disposé d'un contingent permanent d'environ trois cent cinquante remplaçants. S'il s'agit d'un remplacement normal, on s'aperçoit qu'il ne peut répondre à la pointe d'hiver, même si l'on tient compte de la possibilité d'ajouter pour quelques semaines une cinquantaine de vacataires ».

Si cette situation n'est pas nouvelle, on peut se demander pourquoi les stages sont supprimés cette année précisément ? « Il est exclu pour le moment, répond le ministère de l'éducation, dans la période financière difficile que traversent les pays, d'accroître les dépenses de remplacement. (...) Il s'agit de mesures provisoires qui prendront fin dès que la situation redeviendra normale ».

Le Syndicat national des instituteurs (SNI), qui réunit son bureau national le jeudi 6 janvier, on nous a indiqué que « c'est la troisième fois que le ministre prend une décision de ce genre sans consulter personne ». D'après les premières réactions parvenues au SNI, il semble que les conseillers de M. Haby soient diversément percutés par les recteurs. Pour sa part, le SNI a déjà envoyé des télégrammes à ses sections départementales pour que les stagiaires commencent leurs stages sans tenir compte du télé aux recteurs.

Au Syndicat national des enseignants du second degré (SNEC), qui n'a pas été averti des mesures prises au ministère, on déclare que « une fois de plus, le ministère détourne les moyens de la formation continue au profit du remplacement des maîtres ». Quant aux rencontres syndicales, également évoquées par le ministère, le SNEC déclare : « Un télé ne peut remettre en cause des textes statutaires ».

A l'occasion de la construction de la ville nouvelle

PLUSIEURS MILLIONS DE FRANCS AURAIENT ÉTÉ DÉTOURNÉS A SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Une information pour abus de confiance, faux et escroqueries vient d'être ouverte par le parquet de Versailles (Yvelines) à propos d'une délicate affaire financière, qui provoque des remous dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Destinée à financer les équipements publics, plusieurs millions de francs auraient été détournés par une société prestataire de services — la Compagnie générale de bâtiment (C.G.B.) — qui avait été éliminée par un groupement d'entreprises pour traiter, avec l'établissement public d'aménagement (E.P.A.) de la ville nouvelle, la passation et l'exécution des marchés. Actionnaire de cette société privée, un agent contractuel de l'E.P.A. a déjà été suspendu et une quinzaine de plaintes ont été reçues en quelques jours par la section financière du parquet de Versailles.

Le bureau d'information et de liaison de l'O.L.P. à Paris qualifie de maillon d'un « vaste complot stalinien » l'assassinat, lundi 3 janvier, dans la capitale française, de Mahmoud Saleh, ancien représentant par intérim de l'O.L.P. en France et directeur de la Librairie arabe (le Monde du 5 janvier). Il déclare : « Pour la quatrième fois en quatre ans, la main criminelle des stalinistes abat un militant de la révolution palestinienne ».

Le bureau d'information et de liaison de l'O.L.P. en France voudrait alerte l'opinion française contre de tels actes odieux et appeler avec insistance les autorités françaises à tout mettre en œuvre pour que la lumière soit faite sur l'assassinat de notre camarade Mahmoud Saleh.

Le numéro du « Monde », daté 5 janvier 1977 a été tiré à 568 972 exemplaires.

Le franc confirme son raffermissement

Profitant de la sensible remontée du franc, la Banque de France a ramené mercredi matin le taux de l'argent au jour le jour de 10,25 à 10 %. Le dollar était coté 4,93 F à Paris, soit un cours légèrement plus haut que celui de la veille, mais on notait simultanément une certaine baisse du deutschemark, qui valait 2,0950 F au lieu de 2,1050 F la veille. A Francfort, le dollar s'était raffermi dans des proportions plus fortes qu'à Paris : il était coté 2,35 DM mercredi matin.

Le cours du dollar à Paris se retrouve donc près du niveau qu'il avait au mois de septembre, à la veille du lancement du plan Sur. Le franc s'est raffermi assez rapidement puisque le 27 décembre dernier le dollar valait encore 4,925 F.

Depuis lors, on assiste sur toutes les places à un recul sensible de la devise américaine, dont le franc, cette fois-ci, a profité.

Cela s'explique sans doute par l'amélioration du jugement porté en général sur l'économie française et sur les chances du plan de redressement depuis quelques semaines, mais entrent aussi en jeu des facteurs techniques propres à l'évolution du marché. Les taux d'intérêt sur l'eurofranc ont monté (par suite, semble-t-il, d'opérations de report) ; il était mercredi matin à 15 % pour un mois. Certains opérateurs empruntent du franc pour profiter de la différence de taux (celui de l'eurodollar n'étant, pour la même échéance, que de 4 5/8).

Un « appui » pour M. Chaban-Delmas

LES LANDES DÉSIGNENT DEUX ÉLUS MODÉRÉS POUR SIÉGER AU CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

(De notre correspondant.)

Mont-de-Marsan. — Au cours de sa séance du mardi 14 janvier, le conseil général des Landes a désigné MM. Raoul Faget, maire de Gabarret, et Augustin Lafargue, maire d'Urgons, pour siéger au conseil régional d'Aquitaine.

L'arrivée de ces deux élus (de tendance modérée) au conseil régional est de nature à conforter la position de M. Jacques Chaban-Delmas qui devra affronter le 18 janvier le député Labarrière (P.S.) pour la présidence de l'assemblée.

MM. Faget a été élu au bénéfice de l'âge, et M. Lafargue à la majorité relative. Ils remplaceront à l'assemblée régionale un socialiste et un communiste dont la désignation en mars dernier, après les élections cantonales, a été annulée par le tribunal administratif de Bordeaux, puis par le Conseil d'Etat.

LA MEURTRIÈRE D'UN POLICIER S'ÉVADE DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE OU ELLE ÉTAIT INTERNÉE

Mlle Maria Syrgos, vingt-deux ans, la jeune Grecque qui avait bénéficié d'un non-lieu (le Monde du 15 décembre 1976) après le meurtre d'un policier au commissariat du 13^e arrondissement, s'est évadée dans la soirée du mardi 14 janvier de l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche, à Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis), où elle avait été internée. Les circonstances de son évasion n'ont pas encore été établies.

L'inspecteur de police Jean Picaud avait été tué le 12 août dernier de deux coups de fusil dans les locaux de l'hôtel de police du treizième arrondissement. Après son arrestation, Mlle Syrgos avait expliqué son geste par un désir de vengeance, le policier l'ayant, affirmait-elle, violée, un an plus tôt, après l'avoir arrêtée pour vol à l'échelle. Elle avait, peu après, tenté de s'enfuir de la salle d'attente de l'hôtel-Dieu où elle était en traitement. Elle avait ensuite été reconnue irresponsable de ses actes par des experts aliénistes.

Rémy Martin coûte plus cher qu'un simple cognac
et disparaît plus rapidement.
La vie est loin d'être simple.

Si Rémy Martin coûte plus cher qu'un cognac ordinaire, c'est tout simplement qu'il n'est pas un cognac ordinaire. C'est un Fine Champagne, il provient des deux premiers crus de la région de Cognac : la Grande et la Petite Champagne.

Les saveurs de vie issues de ces deux régions sont les plus subtiles et les plus riches.

Il n'est donc pas étonnant que tout le monde, des dignitaires aux connaisseurs, se laisse séduire par sa subtilité. Que faire ? Servir intelligemment.

serait déplacé. Renvoyer à un cognac ordinaire serait trahir. Rémy Martin, plus sage.

Admettre que la vie est parfois loin d'être simple. Ou bien songer qu'elle est relativement courte et profiter de ses lueurs. A commencer par Rémy Martin.

Rémy Martin. Fine Champagne Cognac



DEUX NOUVEAUX PA

- Le gouvernement
- Après la libération
- pourrait avoir re

Madagascar fête le premier jour de l'année 1977. Le pays a célébré ce jour-là une journée nationale de la jeunesse. Les jeunes ont participé à des manifestations partout dans le pays. Les autorités ont encouragé les jeunes à poursuivre leurs études et à contribuer au développement du pays. Les festivités ont été marquées par des concerts, des danses et des jeux. Les jeunes ont exprimé leur espoir d'un avenir meilleur pour leur pays.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Madagascar fête le premier jour de l'année 1977

Le premier jour de l'année 1977 a été célébré à Madagascar. Les jeunes ont participé à des manifestations partout dans le pays. Les autorités ont encouragé les jeunes à poursuivre leurs études et à contribuer au développement du pays. Les festivités ont été marquées par des concerts, des danses et des jeux. Les jeunes ont exprimé leur espoir d'un avenir meilleur pour leur pays.

1. - Un nouveau

De notre envoyé spécial. Les nouvelles de Madagascar. Le pays a connu une année riche en événements. Les autorités ont travaillé à améliorer les conditions de vie de la population. Les jeunes ont continué à jouer un rôle actif dans la société. Les festivités de l'année 1977 ont été marquées par une atmosphère de joie et d'optimisme.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.

Le principe d'unité de juridiction. Les tribunaux doivent être unifiés pour assurer une justice équitable. Cette mesure est essentielle pour renforcer la confiance du public dans le système judiciaire. Les autorités ont souligné l'importance de cette réforme pour la démocratie.